Interreg

EUROPEAN UNION

Grande Région | Großregion

SDTGR / REKGR

Fonds européen de développement régional | Europäischer Fonds für regionale Entwicklung

Schéma de développement territorial de la Grande Région

– CAHIER N° 5 –
Appropriation du diagnostic territorial par les acteurs de la Grande Région et formulation d'enjeux transversaux

- **Action 3** ***« constituer un socle de connaissances partagées et un langage commun ».***
- **Action 4** ***« établir une vision stratégique : doter la Grande Région d'un projet d'avenir commun ».***

- Workshop du 26 septembre 2018
- Workshop du 28 novembre 2018

REDIGE PAR

CHAIRE ATTRACTIVITÉ ET NOUVEAU MARKETING TERRITORIAL

IMPGT Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale
Aix*Marseille Université

PREAMBULE

Le cahier n°5 fait suite aux quatre cahiers rédigés par la Comité Scientifique sur les 4 thématiques de diagnostics pré-identifiées pour la Grande Région (GR): démographie, développement économique, mobilité et environnement. Ces quatre premiers cahiers de l' « action 3 » visaient à *« constituer un socle de connaissances partagées et un langage commun »*
Afin de faciliter la transition vers l' « action 4 » qui vise à *« établir une vision stratégique : doter la Grande Région d'un projet d'avenir commun »*, 2 workshops ont été organisés avec les acteurs de la Grande Région pour approfondir l' « action » 3 et faire émerger dans un premier temps (Workshop du 26 septembre 2018) des enjeux issus des quatre thématiques puis, dans un deuxième temps, (Workshop du 28 novembre 2018) des enjeux transversaux qui permettront d'enrichir la vision stratégique du futur Schéma de Développement Territorial de la Grande Région (SDTGR).
Ce cahier n°5 vise donc à retranscrire le plus fidèlement possible la parole donnée aux acteurs de la GR qui ont participé aux workshops. Les animations de ces workshops ont été réalisées sous l'égide de la Chaire attractivité et nouveau marketing territorial d'Aix-Marseille Université (Institut de management Public et Gouvernance Territoriale : IMPGT)[1], avec la collaboration des membres du comité scientifique qui ont participé à la rédaction des quatre premiers cahiers, ainsi que du consortium de l'Institut Destrée et de DFI (Deutsch-Französisches Institut) qui seront plus spécifiquement en charge du pilotage de l'action 4 à venir.
Il vise également à synthétiser ces échanges pour faire émerger les enjeux thématiques et transversaux saillants qui ont été exprimés par les acteurs à travers leurs échanges.

Ce cahier 5 est donc un condensé des échanges menées sur ces deux workshops.
Chaque workshop y est retranscrit de manière séparée avec des synthèses intermédiaires.

Une synthèse finale permet de mettre en exergue trois enjeux transversaux qui serviront à enrichir les échanges pour formuler la vision stratégique de l'action 4.

[1] « Hébergée au sein de l'IMPGT (Faculté de Management Public), à Aix-Marseille Université, la Chaire A&NMT est une chaire collaborative de territoires qui réunit une trentaine de fondateurs et partenaires officiels qui la font vivre au quotidien. Issus des collectivités territoriales (villes, EPCI, Métropoles, Départements, Régions), du tourisme, du MICE, du développement économique ou du monde de l'entreprise, ils définissent les orientations de la Chaire. Elle est opérationnelle, car elle est orientée sur la diffusion des best practices d'attractivité territoriale dans le monde. Elle est scientifique avec des programmes de recherche dédiés développés au sein de l'IMPGT à Aix-Marseille Université. Elle est une passerelle entre le monde des praticiens, le monde académique et les passionnés de marketing territorial.

RESTITUTION DU 1ER WORKSHOP : LES ENJEUX THEMATIQUES ISSUS DES 4 DIAGNOSTICS THEMATIQUES

26 septembre 2018

Ce rapport intermédiaire vise à restituer les apports du 1er workshop organisé le 26 septembre 2018. Il sera accompagné d'un 2ème workshop le 28 novembre prochain qui donnera lieu à un autre compte-rendu. L'ensemble des échanges des 2 workshops seront restitués dans un cahier n°5.

Ces workshops visent à articuler le passage de l'action 3 *« constituer un socle de connaissances partagées et un langage commun »* à l'action 4 *« établir une vision stratégique : doter la Grande Région d'un projet d'avenir commun »*. Pour ce faire, les deux workshops doivent permettre d'identifier les enjeux/défis communs qui serviront à la co-construction ultérieure du Schéma de Développement Territorial de la Grande Région du projet INTERREG.

1 MÉTHODE D'ANIMATION DU 1ER WORKSHOP

Ce premier workshop présente deux objectifs :

- Faciliter l'appropriation par l'ensemble des acteurs des 4 diagnostics territoriaux issus des 4 cahiers
- Faire émerger des enjeux prioritaires pour la Grande Région sur chacune de ces 4 thématiques

La Chaire s'appuie sur la méthode des « focus groups » et la technique du méta-plan.

1.1 LA METHODE DES FOCUS GROUPS

La **méthode des « focus groups »** (Thibeault, 2010)[2] se révèle particulièrement utile pour apporter des idées nouvelles ou éclairer sous un angle innovant une situation connue. Mobilisable dans le cadre de panels d'experts, d'ateliers de citoyens, elle permet de générer une grande quantité d'informations, d'explorer les liens entre différentes idées et de les classer par ordre de priorité (faisabilité, coût, urgence, etc.).

Composantes d'un focus group :

- ✓ Production d'idées, **sans commentaire ni évaluation** ;
- ✓ **Même statut et même droit à la parole** pour tous les participants ;
- ✓ **Idées notées et rassemblées** sans commentaire critique, même s'il est possible de demander des clarifications ou des compléments d'information ;
- ✓ Après un premier recueil, **organisation des idées collectées en fonction des objectifs** de l'atelier.

[2] Article consulté le 29/05/2018 : http://www.adjectif.net/spip/spip.php?article58&lang=fr

Grâce à l'organisation de focus group, l'expérience vécue par les participants se révèle plus riche, plus variée et plus intense. La production, la mise en commun et l'échange d'informations sont facilitées. La créativité de chacun est stimulée, car cette méthode permet de considérer en commun un problème commun selon différents points de vue et d'envisager d'autres idées ou solutions que les siennes.

La préparation et la conduite de focus groupe se révèlent toutefois exigeantes. Une grande attention doit être portée à la construction des ateliers, en particulier le nombre de participants, la durée et les modalités d'animation. Concernant le nombre de participants, cette méthode est particulièrement efficace avec la participation de groupe maximum de 20 personnes. Au-delà de ce nombre, la durée de l'atelier doit permettre à chacun de s'exprimer régulièrement et équitablement ; 2 fois 4 ateliers parallèles de deux heures ont donc été proposés.

Une animation en binôme a été assurée par un chercheur de la chaire et un chercheur du comité scientifique ayant participé à élaborer le cahier de diagnostic territorial thématique de l'atelier. Un chercheur de la Chaire prend des notes pour assurer la future restitution la plus fidèle des échanges dans l'ensemble des 8 ateliers. Il est essentiel également de fixer des objectifs clairs aux participants en début d'atelier. Afin que l'exercice se déroule dans les meilleures conditions, le ou les animateurs veilleront à préciser les règles du jeu. Une présentation des participants par eux-mêmes est envisageable en début d'atelier, mais uniquement sur éléments indiqués par le ou les animateurs (pas de parole libre à ce moment-là).

1.1.1 La technique du méta-plan

Les chercheurs préconisent d'animer les focus groups grâce à la technique du « **méta-plan** »®[3]. Celle-ci vise à améliorer l'efficacité des groupes de travail, susciter la participation et l'interaction, et tenir compte de l'ensemble des opinions. Cette technique suscite la créativité et facilite la visualisation et la structuration des idées.

1.1.2 Déroulement de l'animation du méta-plan[4] :

1. L'animateur **expose les règles** : modalités de discussion et rôle du matériel ;
2. Il propose une **question ouverte** interpelant les participants en fonction de leurs expériences/opinions pour susciter la discussion.
3. Chaque participant est invité à **écrire individuellement ses réponses** sur des feuilles de papier ou posts-it (une feuille exprimant une idée en 3 ou 4 mots).
4. L'animateur **lit chaque feuille, les classe par thème** à l'aide du groupe et **les colle** sur le poster/tableau ;
5. Chaque groupe d'idées est alors relu et **discuté par le groupe** qui lui donne un titre.
6. Le **compte rendu** est établi, si possible, sous forme d'une photographie du poster/tableau[5].

L'animateur doit s'assurer de l'application des règles de communication respectueuses des uns et des autres (cf. temps de parole, écoute et respect mutuels) d'une part, et de la prise en compte de l'ensemble des propositions émises par les groupes d'autre part.

---

[3] Le Métaplan® est une méthode d'animation conçue par les frères Wolfgang et Eberhard Schnelle dans les années 70 en Allemagne.
[4] Le guide d'animation est disponible en annexe du rapport.
[5] Pour illustration, les tableaux de compte-rendu de l'atelier démographie sont disponibles en annexe du rapport.

Pour ce faire, il s'agit alors de tenir compte de l'**hétérogénéité des groupes** en mélangeant les représentants des quatre territoires : Allemagne, Belgique, France et Luxembourg. L'interprète franco-allemand sera sollicité pour **traduire en temps réel les 3 ou 4 mots écrits sur les différents supports**.

1.2 PROGRAMME DU WORKSHOP N°1 DU 26 SEPTEMBRE 2018

9H00 - Accueil

10H00 - Présentation du projet SDT-GR (Marie-José VIDAL)

10H10 - Présentation du diagnostic territorial par le comité scientifique (constats et limites)

10H50 -Explication par la Chaire A&NMT de l'organisation et des objectifs des deux workshops

11H00/13H00 - 4 sessions de travail en parallèle : dynamiques démographiques et besoins territoriaux, mobilité, environnement, développement économique.

13H00/14H00 - Déjeuner

14H00/16H00 - 4 sessions de travail en parallèle : dynamiques démographiques et besoins territoriaux, mobilité, environnement, développement économique.

16H00/17H00 - After workshop

2 SYNTHESE DES ENJEUX ET DEFIS POUR LA GRANDE REGION PAR ATELIERS

11 sous-thèmes issus du diagnostic territorial ont pu être discutés lors de ce 1er atelier :

Démographie : Vieillissement, mutation population active

Mobilité : Mobilité infra régionale, mobilité supra régionale

Environnement : Biodiversité, qualité eau/inondation, occupation sols, énergie

Économie : Spatiale, main d'œuvre/innovation, sectorielle

Les analyses présentées ci-dessous ont été synthétisées à partir des comptes rendus des 8 ateliers. Elles proposent une synthèse de l'ensemble des apports issus des 2 ateliers (matin et après-midi) pour chaque thématique du diagnostic territorial.

2.1 ATELIER DEMOGRAPHIE

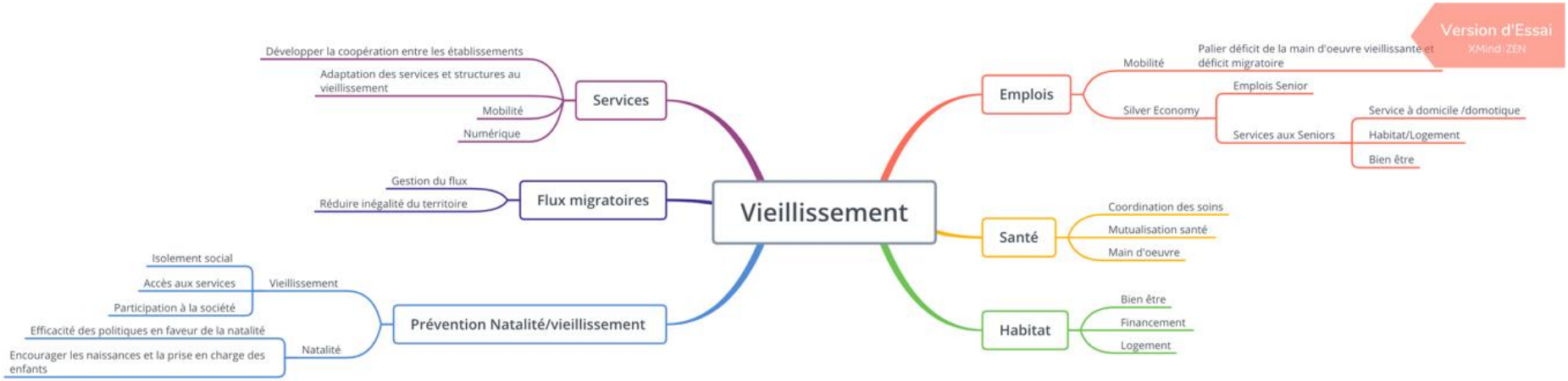
Cet atelier propose une réflexion sur la question de la démographie au sein de la Grande Région. Les territoires ne présentent pas de traits homogènes sur la question. Les analyses et prospectives montrent que les territoires concernés par la Grande Région sont en proie à deux grand défis : le vieillissement de la population et la mutation de la population active.

L'atelier démographie est divisé en deux ateliers au déroulement identique : l'atelier du matin a regroupé **20 participants** et l'atelier de l'après-midi **12 participants**. Les personnes ayant pris part à l'atelier démographie représentent les différents territoires de la Grande Région **avec des germanophones présents sur chaque atelier**.

2.1.1 Trait saillant 1 : Vieillissement de la population : enjeux et défis pour la Grande Région

Le premier trait saillant, relatif à la question du **« vieillissement de la population »** dans les territoires de la Grande Région a été discuté lors des deux ateliers (matin et après-midi). La carte cognitive ci-après synthétise les différents enjeux et défis soulevés sur cette thématique.

Figure 1: Défis pour la GR liés au vieillissement de la population



Les enjeux et défis de la Grande Région concernant le vieillissement de la population sont de plusieurs ordres et sont interconnectés. Il apparaît très clairement que l'un des plus grands défis/enjeux est la **coordination/mutualisation** à l'échelle des territoires de la Grande Région des services publics, de santé et d'habitat à destination de la population vieillissante.

Lors des ateliers, il a été mis en avant la **disparité géographique de ces populations**, certains territoires ont un taux démographique concernant les + de 65 ans nettement supérieur (1 hab. sur 4 vs. 1 hab. sur 6) que d'autres. Cette disparité a pour conséquence une répartition « imposée ». Un enjeu pour la Grande Région serait **de prendre en compte des inégalités démographiques et de travailler sur la spécialisation de ces territoires** en veillant à un équilibre à la fois sur les flux migratoires de la population active et le bien-être des populations vieillissantes.

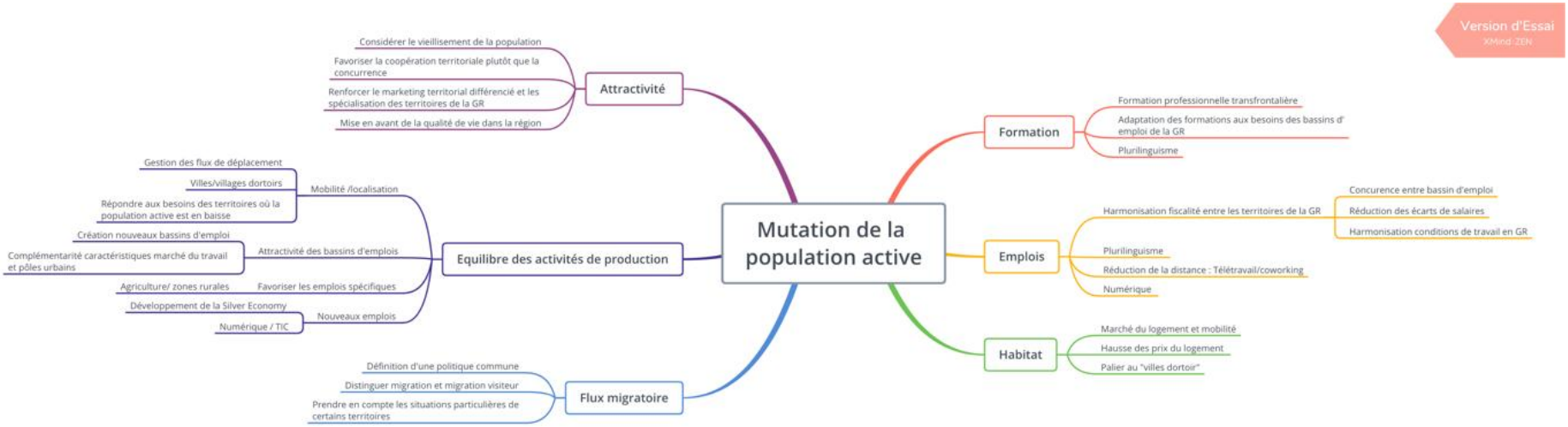
Les acteurs présents lors de ces ateliers ont souligné l'importance du secteur sanitaire et social et l'urgence de mener une **politique de coordination en matière de soins hospitalier et de soins à domicile cohérente** sur l'ensemble de la grande région ; et ce tant sur l'accueil et la prise en charge de la population vieillissante que sur la main d'œuvre de ce secteur. En effet une réelle économie se met en place autour de ce point : la **silver economy**.

Enfin les participants ont tous été d'accord sur la nécessité de veiller au « bien-être » de cette population, que ce soit au niveau des soins, du logement ou encore de la mobilité. L'accent a été mis notamment sur l'importance du lien social et de la cohésion.

2.1.2 Trait saillant 2 : Mutation de la population active : enjeux et défis pour la Grande Région

Le second trait saillant, relatif à la question de la « mutation de la population » dans les territoires de la Grande Région a été discuté lors des deux ateliers (matin et après-midi). La carte cognitive ci-après synthétise les différents enjeux et défis soulevés sur cette thématique.

Figure 2: Défis pour la GR liés aux mutations de la population active



Les enjeux et défis de la Grande Région concernant la mutation de la population active sont de plusieurs ordres. Bien qu'il ne rentre pas directement dans les compétences de la Grande Région, un premier défi important a été soulevé : **la question de la fiscalité**. Il n'y a pas au sein de la Grande Région une harmonisation fiscale. Son absence engendre des disparités et participe à créer des « effets frontières », plus encore que la **barrière de la langue**, évoquée aussi lors des ateliers.

Un consensus s'est créé autour de la nécessité de mettre en place une réelle **coordination et coopération entre les territoires** sur les questions relatives à la **formation**, à **l'emploi** mais aussi à **l'habitat**. La question de la langue a été soulevé à de nombreuses reprises tant sur la formation que sur la question du travail. En effet la maîtrise des langues de la Grande Région serait un facteur clé de cohésion interterritoriale.

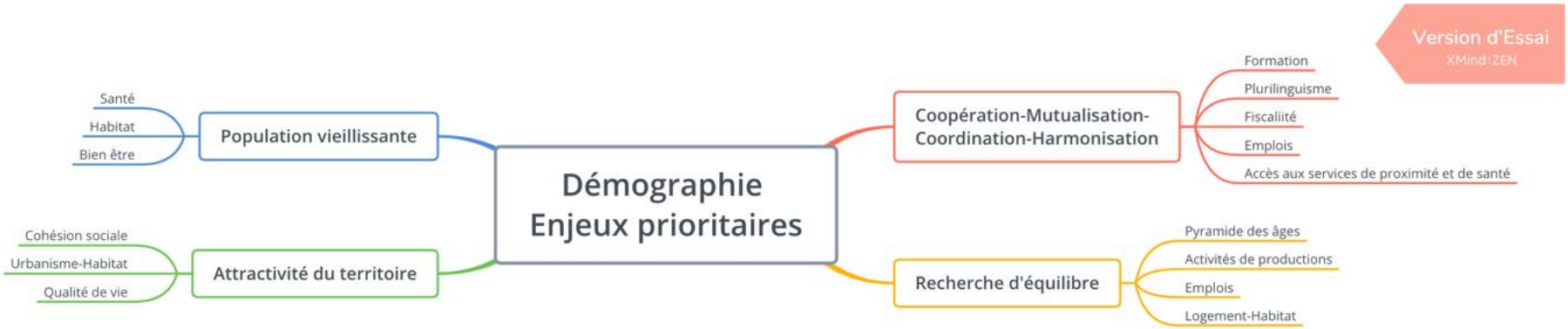
Un autre enjeu beaucoup discuté fut celui de la **localisation des activités de production**. Un grand défi soulevé par les participants est celui de la recherche d'un équilibre au sein et entre les bassins d'emplois présent dans la Grande Région. Ces bassins ne sont pas identiques et répondent à la spécificité de chaque territoire.

En lien avec le précédent, le dernier grand enjeu soulevé lors de cet atelier est celui de **l'attractivité** des territoires. La Grande Région devrait prendre en compte les spécificités propres à chacun de ces territoires pour pouvoir être en mesure de **structurer une coopération et non plus une concurrence interterritoriale.**

2.1.3 Démographie : enjeux et défis prioritaires

L'atelier « **Démographie** » a donné lieu à l'identification d'enjeux et de défis pour la Grande Région sur les thématiques « **vieillissement de la population** » et « **mutation de la population active** ». L'ensemble des réflexions issues de cet atelier a permis de mettre en exergue des enjeux prioritaires, résumés sur la carte cognitive ci-dessous.

Figure 3: Défis prioritaires pour la GR : démographie



Par ordre d'importance, le premier enjeu prioritaire est celui de la **mutualisation-coordination-harmonisation** et concerne autant l'emploi que la formation, l'accès aux services ainsi que le plurilinguisme. Un point a particulièrement été soulevé : la nécessité d'une harmonisation fiscale sur l'ensemble des territoires de la Grande Région.

Le deuxième enjeu est celui de la **recherche d'équilibre** qui se situe au croisement des problématiques démographiques générales, des problématiques liées au travail ainsi qu'aux activités de production (notamment services sociaux et de santé) ou encore celles relatives au logement, à l'urbanisme.

Le troisième enjeu prioritaire a trait à la question de **l'attractivité des territoires** de la Grande Région. Il se traduit par la mise en valeur de la qualité de vie de cette région transfrontalière et la nécessité de prendre en compte les spécificités propres à chaque territoire pour envisager une attractivité à plus grande échelle.

Enfin, le dernier enjeu porte sur **les conditions de vie de la population vieillissante**. Il ne touche pas de manière uniforme l'ensemble des territoires de la Grande Région mais nécessite une réflexion profonde de rééquilibrage (habitat, bien-être, santé).

2.2 ATELIER MOBILITE

Cet atelier traite de la mobilité, comprise comme un enjeu essentiel de la coopération territoriale transfrontalière, qui appelle à répondre aux défis de la mondialisation et donc à la multiplication des échanges. La mobilité se concentre sur les flux des personnes et des marchandises à trois échelles :

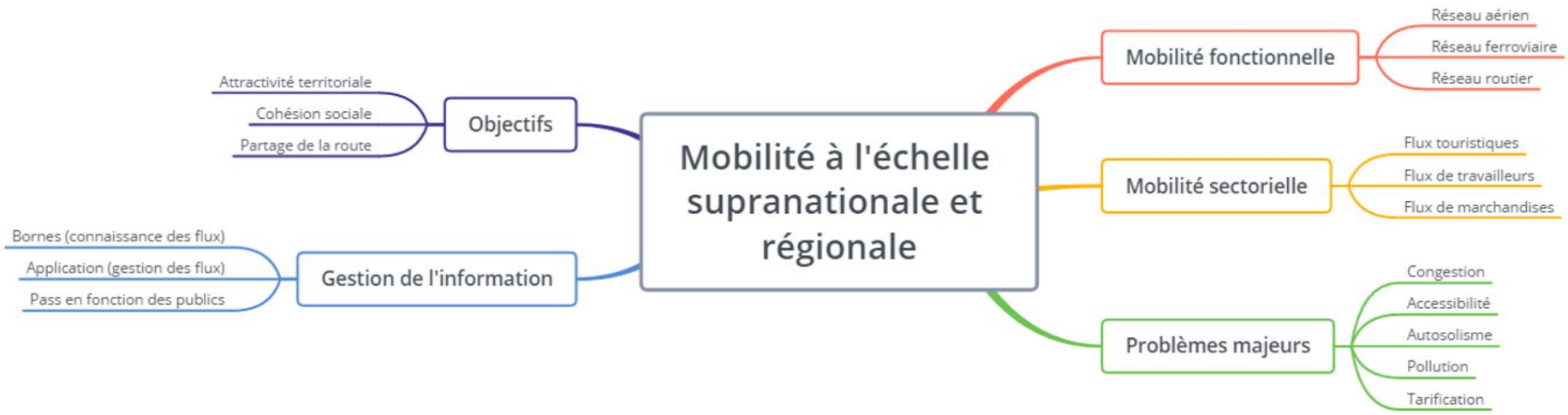
- L'échelle suprarégionale concernant l'intégration de la Grande Région au sein des réseaux européens et internationaux ;
- L'échelle régionale traitant des connexions entre les grands pôles et de leur accessibilité au sein de la Grande Région ;
- L'échelle transfrontalière permettant d'appréhender les liaisons transfrontalières entre les entités de la Grande Région.

L'atelier mobilité est divisé en deux ateliers au déroulement identiques, l'atelier du matin regroupant **21 participants** répartis autour de cinq tables rondes et l'atelier de l'après-midi comptant **18 participants** positionnés autour d'une table ronde. Les participants représentent les cinq régions qui composent le territoire de la Grande Région (i.e. la Lorraine, le Luxembourg, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat, la Wallonie) et travaillent principalement pour des organisations publiques centrales (e.g. ministères) et locales (e.g. régions, Länder).

2.2.1 Trait saillant 1 : Mobilité à l'échelle suprarégionale et régionale

Dans un premier temps, la thématique de la mobilité pour la Grande région est abordée sous l'angle de **l'échelle suprarégionale et régionale**, pour laquelle les participants font ressortir cinq enjeux principaux (cf. carte mentale ci-dessous). Ces différents enjeux sont mis en lumière pour faire ressortir les points d'accord et de désaccord entre les acteurs institutionnels présents.

Figure 4: Défis pour la GR liés à la mobilité suprarégionale et régionale



Les objectifs de la mobilité transfrontalière mettent l'accent sur l'attractivité territoriale, la cohésion sociale et le partage de la route. L'attractivité de la Grande région est comprise comme le fait d'attirer des entreprises, des travailleurs et des touristes. Attirer des personnes au sens large va de pair avec le fait de retenir celles qui sont déjà présentes, et l'objectif d'attractivité est donc interdépendant avec celui de cohésion sociale (e.g. qualité de vie). Pour ce faire, le partage de la route semble essentiel.

La mobilité est abordée à la fois dans ses **dimensions sectorielle et fonctionnelle**. En cela, pour faciliter les flux de touristes, de travailleurs et de marchandises, les réseaux ferroviaire, aérien, et routier doivent être interconnectés. Une attention particulière est d'abord portée sur le réseau ferroviaire et le besoin d'une adaptation de l'offre de transport par rapport à la demande. L'investissement dans les infrastructures semble insuffisant, ces dernières doivent être améliorées, au même titre que les lignes à grande vitesse. Le réseau aérien est questionné à travers une mise en garde concernant le risque de concurrence entre les différents territoires composant la Grande Région. De plus, le besoin de connexions à partir des aéroports est souligné : comment relier les villes environnantes et l'aéroport ? Mais aussi, comment les marchandises transitent-elles d'un aéroport à une gare ?

Le lien entre les différents réseaux de transport se cristallise autour des gares d'interconnexions, et la politique de tarification des modes de transport requiert une harmonisation pour plus de cohérence entre les différents territoires de la Grande Région. Une question est posée concernant le réseau fluvial, majoritairement écarté du débat, comment peut-il être utilisé pour désengorger le trafic de camions sur les routes ?

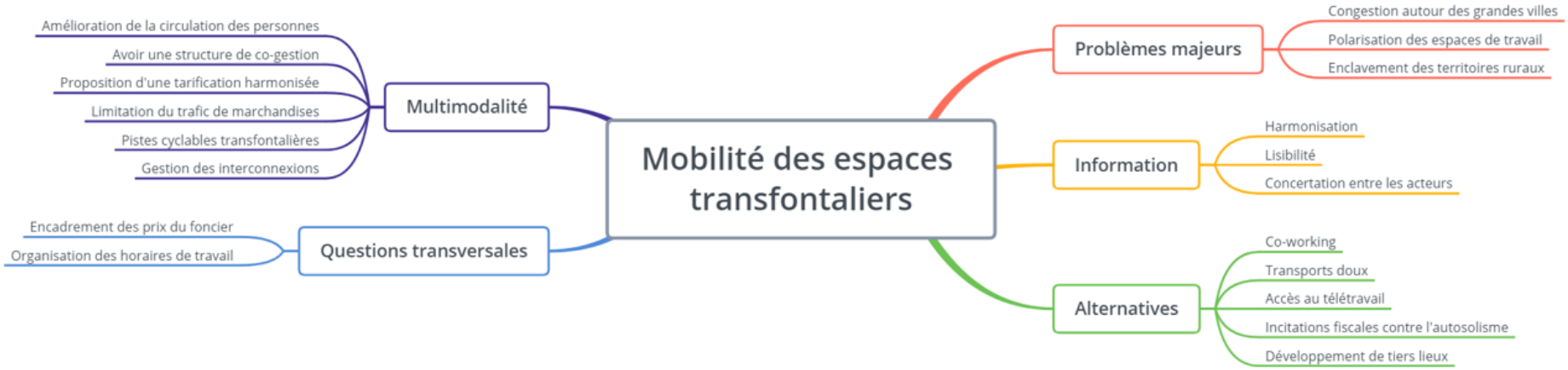
Les problèmes auxquels fait face la mobilité ou ceux qu'elle engendre font référence majoritairement à la congestion présente à l'échelle suprarégionale et régionale, mais aussi à la pollution et la tarification. Les questions émergentes sont en lien avec les problèmes de société et donc ceux d'une prise en compte des problèmes de pollution (et donc de décarbonisation) et de tarification harmonisée au niveau régional.

Enfin, **la gestion de l'information** s'interroge à l'aune des technologies de l'information et de la communication. D'une part, des bornes permettraient de mesurer voire de contrôler les flux de personnes et/ou de marchandises. D'autre part, des applications seraient utiles pour informer, réserver un mode de transport. Une politique de mobilité efficace et durable semble donc devoir être appréhendée sous l'angle des interconnexions entre les différents territoires, les différents modes de transports et les différents types de flux.

2.2.2 Trait saillant 2 : Mobilité des espaces transfrontaliers

Dans un deuxième temps, la thématique de la mobilité pour la Grande Région est abordée sous l'angle des connexions **entre les espaces transfrontaliers**, pour lesquelles les participants font ressortir cinq enjeux principaux (cf. carte mentale ci-dessous). Ces différents enjeux sont tour à tour détaillés, mettant en lumière les points faisant consensus et ceux soumis à débat.

Figure 5: Défis pour la GR liés à la mobilité des espaces transfrontaliers



Les **problèmes majeurs** auxquels sont confrontés les espaces transfrontaliers renvoient à la congestion des grandes villes comme Luxembourg, Metz, Nancy, Sarrebruck etc. De même, la polarisation des espaces de travail concentre les flux en quelques points stratégiques et participe à l'engorgement des centres villes. Cet encombrement entraîne à la fois une pollution sonore et une dégradation de la qualité de l'air, qui appellent un dispositif de réduction de l'empreinte carbone. Certaines pratiques sont aussi remises en question, comme l'autosolisme, c'est-à-dire le fait d'utiliser seul sa voiture. En effet, la culture des entreprises au Luxembourg consiste à offrir des avantages en nature, comme la mise à disposition de voitures de fonction pour les salariés. Cette politique ne facilite pas un changement des comportements et n'incite pas à prendre les transports en commun. Comment appréhender ces différentes limites ?

Tout d'abord, **l'information** se doit d'être lisible et harmonisée entre les différents territoires. Un point important est soulevé, celui de communiquer sur ce qui a déjà été fait à l'échelle de Grande Région, et donc sur ce qui fonctionne. De plus, un dispositif de concertation des acteurs publics et privés de la politique de transport permettrait de mieux comprendre leurs attentes et leurs besoins. L'essentiel semble alors de convaincre, mobiliser et impliquer les individus, les entreprises et les pouvoirs publics sur cette thématique de la mobilité transfrontalière.

Ensuite, **la multi modalité**, qui renvoie à la présence de plusieurs modes de transports dans différents lieux, est appréhendée comme la clef de voûte des transports de demain. En effet, celle-ci doit permettre d'améliorer la circulation des personnes et des marchandises. Pour ce faire, la mise en place d'une structure de co-gestion semble essentielle pour gérer à la fois les interconnexions et une politique tarifaire harmonisée (i.e. achat de tickets en ligne valables pour tous les transports, carte multimodale). D'ailleurs, le Grand-Duché du Luxembourg est prêt à financer de grandes infrastructures, pourquoi ne serait-il pas partie prenante d'une réflexion multimodale et transfrontalière ?

De même, l'extension et la sécurisation des pistes cyclables, entre les différents points stratégiques telles que les gares routières, les gares de train voire les aéroports, requiert une vision transfrontalière pour une continuité à travers les différents territoires de la Grande Région.

De plus, **les alternatives** évoquées sont nombreuses pour changer de modèle de développement économique. L'utilisation de transports doux (marche, vélo, trottinette etc.) va de pair avec des incitations fiscales pour lutter contre l'autosolisme, et ce dans un objectif d'amélioration de la qualité de vie. De même, le développement du co-working, des tiers lieux, de bureaux délocalisés ou plus largement l'accès au télétravail apparaissent comme des pratiques facilitant le désengorgement des réseaux de transport, en particulier des routes.

Enfin, des **questions transversales** touchent aussi au modèle de développement économique de la Grande Région : comment réguler les prix du foncier qui obligent à la déconnexion des lieux de travail et de vie, participant ainsi à la congestion ? Mais aussi comment organiser les horaires de travail afin que toutes les personnes ne soient pas sur la route les mêmes jours aux mêmes moments ?

2.2.3 Mobilité interne et externe à la Grande Région : enjeux et défis prioritaires

Dans un troisième et dernier temps, les participants font ressortir 8 enjeux prioritaires (cf. carte mentale ci-dessous) relatifs à la **thématique de la mobilité** pour la Grande Région. Puis, émergent des retours généraux sur le fonctionnement de ces ateliers.

Figure 6: *Défis prioritaires pour la GR : mobilité*

Tout d'abord, les problèmes majeurs sont ceux de la pollution, de la polarisation des flux, de la congestion des grandes villes, et de l'enclavement des territoires ruraux. Les principes de l'action collective apparaissent comme une clef de voûte de la mobilité transfrontalière, et ce à travers une volonté majoritaire de co-gestion des infrastructures de transports et de concertation des acteurs des transports en commun. Ensuite, la priorité est de penser la multimodalité des flux de personnes et de marchandises, et donc les interconnexions entre les différents réseaux de transports (routier, ferroviaire et aérien). L'harmonisation de la politique tarifaire à l'échelle de la Grande Région apparaît aussi comme essentielle. Enfin, une politique de mobilité transfrontalière durable semble reposer sur un modèle alternatif de développement économique.

Deux questions majeures concernant la manière de traiter cette thématique de la mobilité :

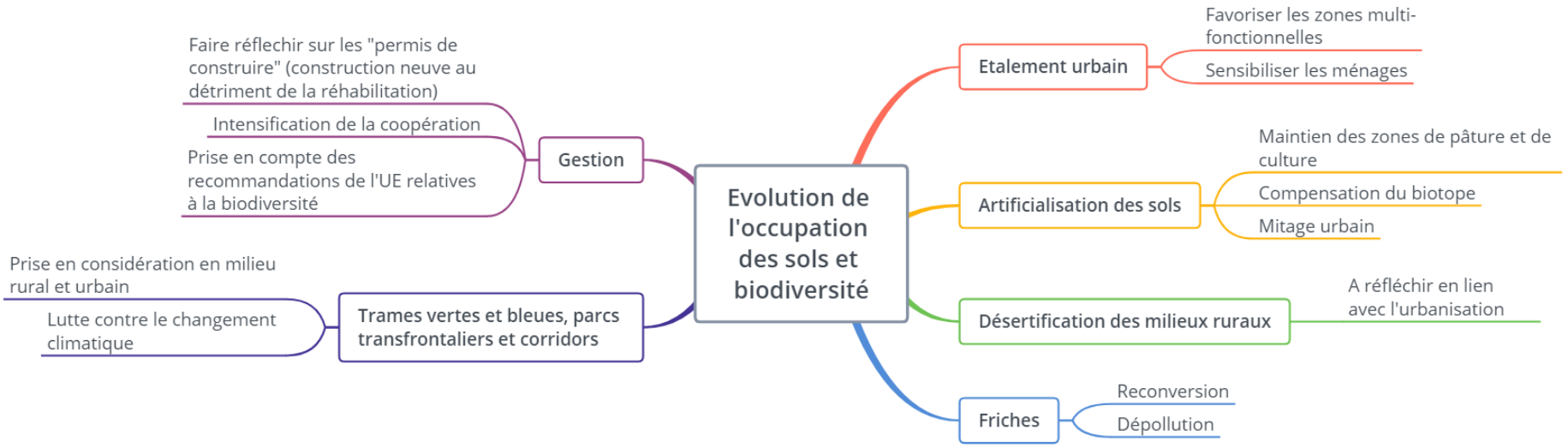
1. Pourquoi la mobilité suprarégionale, régionale et celle les espaces transfrontaliers sont-elles analysées séparément ? Si l'objectif est bien celui d'une gestion multimodale des flux de personnes et de marchandises entre les différents territoires de la Grande région, ces analyses ne devraient-elles pas être regroupées ?
2. Pourquoi la mobilité est-elle réduite à la question des transports et de la mobilité physique ? En effet, la mobilité offre aussi de nombreuses opportunités, comme celles de la mobilité professionnelle transfrontalière, de l'échange de compétences, de pratiques et de cultures.

L'atelier « Environnement, énergie et climat » a compté une vingtaine de participants le matin et l'après-midi, ainsi que des observateurs, notamment de l'Institut Destrée, et la présence de deux membres du comité scientifique. L'atelier bénéficiait des services d'une interprète (français-allemand).
Sur proposition des membres du comité scientifique en charge de la thématique, quatre traits saillants émergeaient du diagnostic territorial : 1/ Evolution de l'occupation des sols et biodiversité, 2/ Eau : qualité de l'eau et risques d'inondations, 3/ Energie et 4/ Risques industriels et risques nucléaires. Du fait de l'impossibilité de tous les aborder dans chacun des deux ateliers, le choix a été fait, la veille, d'en discuter deux dans l'atelier du matin et deux dans l'atelier de l'après-midi. Cette disposition particulière par rapport aux autres ateliers thématiques a été expliquée aux participants en début de session. Certains participants ont alors fait part de leur frustration de ne pouvoir s'exprimer sur l'ensemble des thématiques du diagnostic territorial.
Lors de l'atelier du matin, les participants ont échangé autour des thèmes de l'évolution de l'occupation des sols et biodiversité, puis de l'eau (qualité de l'eau et risques d'inondations).
L'après-midi, les discussions ont d'abord porté sur l'énergie. Au moment, d'aborder le 4e trait saillant du nostic territorial, les membres du comité scientifique présents ont proposé finalement de ne pas aborder la question des risques industriels et nucléaires, du fait de l'absence d'experts parmi les participants. Le choix a donc été fait de mettre en débat à nouveau le trait saillant 1/ Evolution de l'occupation des sols et biodiversité.
Notons que les participants ont exprimé le souhait d'aborder la question de la qualité de l'air, qui ne faisait toutefois pas partie des thématiques à aborder.

2.3.1 Trait saillant 1 : Évolution de l'occupation des sols et biodiversité

Le premier trait saillait relatif à « l'évolution de l'occupation des sols et biodiversité » a donc été discuté dans les deux ateliers, le matin et l'après-midi. Les enjeux soulevés sont représentés sur la carte cognitive ci-dessus.
Un **enjeu prioritaire** a été repéré par les participants lors de chaque atelier. Lors de l'atelier n°1, les participants ont insisté sur l'importance de **l'atténuation de l'artificialisation des sols**. Lors de l'atelier n°2, les échanges concernaient davantage la mobilité et mettaient en exergue **la lutte contre l'étalement urbain**.
De manière concertée, les participants ont rappelé l'importance de **ne pas séparer les réflexions sur les espaces urbains et ruraux** puisqu'ils rencontrent les mêmes enjeux. A ce titre, **la lutte contre le changement climatique apparaît comme un enjeu transversal, devant être** pris en compte de façon indifférenciée parmi les enjeux urbains et ruraux en matière d'environnement sur le territoire de la Grande Région.
Selon les participants, il existe également un **réel besoin de coordination,** mais également **d'échanges de bonnes pratiques** au niveau de cet espace transfrontalier.
Les **friches** (militaire, industrielle, voire commerciale dans certains centres-villes) ont également été sujettes à débat lors des deux ateliers. Selon les propos recueillis, chaque territoire a déjà référencé ses friches, mais il n'y a pas eu de diagnostic global, ni de partage d'informations. **Les participants considèrent ces espaces comme des réelles opportunités pour la Grande Région.** Ils évoquent des solutions qui permettraient de réaffecter les friches sans actions lourdes, par exemple en aires de divertissement, d'autant plus que certaines friches ont un grand potentiel en termes d'accessibilité.

Figure 7: Défis pour la GR : évolution de l'occupation des sols et biodiversité



Lors des débats portant sur la seconde thématique, les propositions des participants ont été moins dispersées que la précédente.

L'idée la plus évoquée (par six participants) concerne **la prévention des crues et des inondations**. Les participants font référence à des inondations ayant touché le territoire, et évoquent quelques solutions, en lien avec la directive inondation appliquée différemment selon les territoires, comme les bassins de rétention, le maintien de zones libres pour les crues ainsi que la mise en place de partenariats. Les participants mentionnent ainsi la possibilité d'une collaboration sur des mesures de prévention des inondations via la gestion de l'eau en tête de bassin et/ou à la parcelle.

La question de la gouvernance est également l'objet de discussion, notamment du point de vue de la coordination imposée par les phénomènes d'inondation.

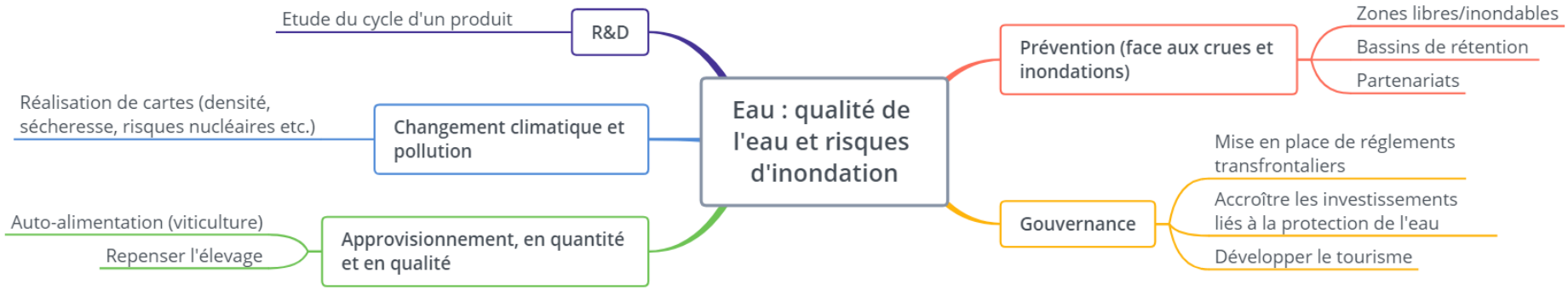
Certains participants évoquent le fait que des groupes de travail et des commissions échangent sur des thématiques similaires au niveau de la Grande Région (certaines personnes présentes y participent régulièrement). Et au regard des traits saillants retenus à l'issue des diagnostics territoriaux, certains paraissent redondants par rapport à ce qui a été fait dans les différents groupes de travail, qui sont parfois allés plus loin, nous dit-on, dans l'analyse et les préconisations.

Nous tenions à préciser que lorsqu'il est demandé aux participants d'approfondir les opportunités qu'offre la Grande Région, il en ressort un réel besoin de **mettre en commun les ressources financières**. Selon eux, il y a une **inadéquation entre les ressources et les projets**, qui créent des conflits au sein de cette Grande Région. Il existe notamment un besoin **de péréquation financière entre les zones rurales et urbaines**.

Les participants semblent aussi en majorité d'accord sur la nécessaire **coordination** avec les autres groupes de travail pour approfondir les thématiques. A plus large échelle, les participants souhaitent un **réel pilotage des acteurs** face au réseau complexe de parties prenantes (acteurs européens, commissions internationales, entreprises privées, instituts de R&D etc.)

2.3.2 Trait saillant 2 : Eau : qualité de l'eau et risques d'inondations

Figure 8: Défis pour la GR : qualité de l'eau et risques d'inondation



Lors des échanges sur ce troisième point saillant, un des premiers enjeux soulevés par les participants concerne **le développement des énergies renouvelables**. Ici, les politiques nationales semblent prendre le pas sur une coordination en Grande Région. A nouveau, les participants expriment **un réel besoin de coordination**. A ce titre, ils rappellent l'existence d'un projet INTERREG portant sur l'énergie.

La gestion des réseaux énergétiques transfrontaliers pose également question. **Un équilibre dynamique entre la production et la consommation d'énergie sur la Grande Région serait nécessaire**. D'après les participants, la Grande Région est passée d'une situation de surproduction d'électricité à une situation de fragilité en la matière. La raison invoquée porte sur la diminution des centrales nucléaires en Belgique, qui affecte à la baisse les capacités de stockage dans cet espace transfrontalier. Les participants pensent donc que les énergies locales sont un réel enjeu pour la Grande Région.

Des désaccords apparaissent quant à la problématique du bâti. Certains participants mettent en avant l'importance de rénover le bâti rural, ce qui est contesté par d'autres qui pense que le bâti urbain ancien n'est pas en meilleur état. Nous revenons donc à l'enjeu prioritaire qui avait été mis en avant précédemment sur l'importance de traiter de manière indifférenciée les problématiques urbaines et rurales. Les participants insistent, à ce titre, sur le fait qu'il ne faudrait pas oublier **la rénovation des habitats**, qui était un sujet important mais oublié par INTERREG sur la Grande Région.

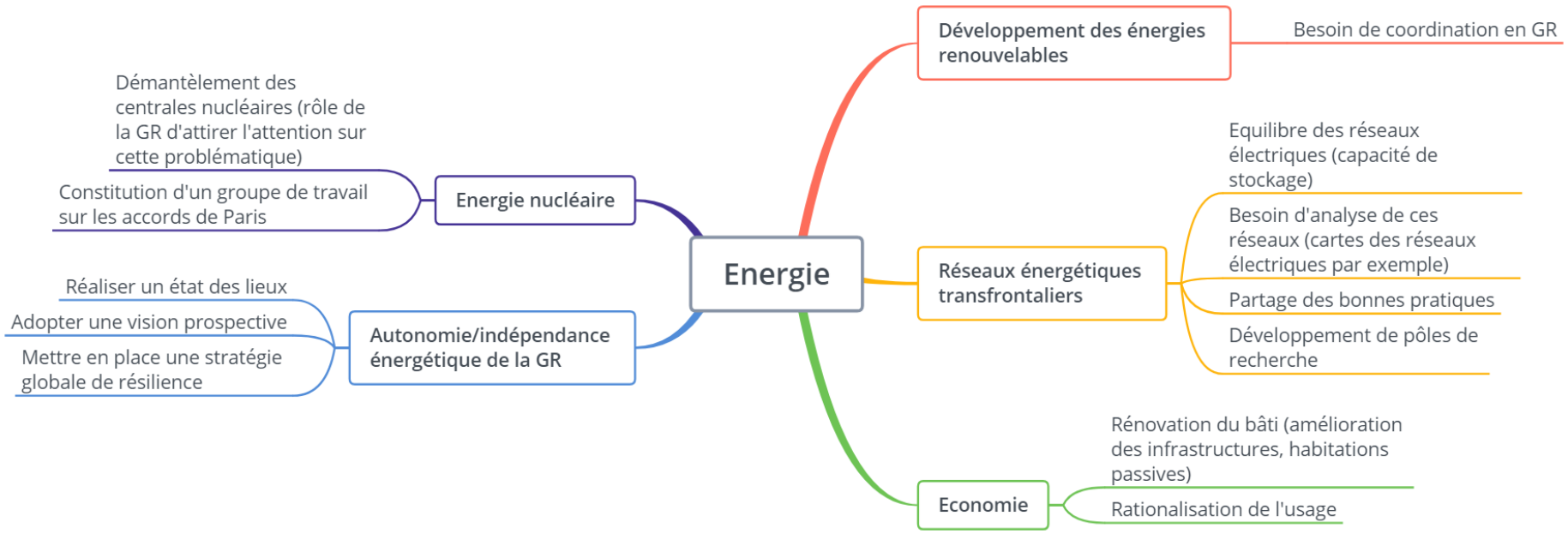
Les participants proposent également qu'il y ait une **réflexion par type d'énergie**, mais que l'électrique, en marge, reste l'opportunité majeure, malgré la concurrence accrue du bois. De même, une réflexion doit être portée par la Grande Région en matière de **démantèlement des centrales nucléaires** qui n'a pas été pensé de la même manière entre les différents territoires. Bien qu'il ne s'agisse pas de la compétence des territoires de la Grande Région, celle-ci peut permettre de parler d'une seule voix vis-à-vis des autorités compétentes. La Grande Région peut également préparer le système énergétique à la sortie du nucléaire et de préparer l'après nucléaire.

Les échanges ont enfin porté sur la notion d'empreinte carbone et donc de **transition énergétique**. Ainsi, une participante évoque le fait que la Grande Région pourrait être un modèle européen en matière de transition énergétique, qui pourrait toucher les individus, mais aussi les organisations.

Le trait saillant relatif aux risques technologiques et nucléaires n'a pas été traité lors des ateliers. En effet, le comité scientifique a demandé si les participants avaient des enjeux à évoquer sur ce sujet, au vu du manque d'expert a priori dans la salle sur ce thème, et de la spécificité de la thématique risque technologique et nucléaire. Se reconnaissant non experts, les participants n'ont pas souhaité s'exprimer sur celles-ci : la thématique n'a donc pas été abordée.

2.3.3 Trait saillant 3 : Énergie

Figure 9: Défis pour la GR : énergie



2.3.4 Environnement, énergie et climat : enjeux et défis prioritaires

Les ateliers du matin et de l'après-midi ont permis de traiter trois thématiques. Ils ont mis en exergue certains défis prioritaires pour les participants. La carte cognitive ci-dessous les résume.

Pour conclure, les débats entre les participants sur cet atelier « Environnement, Energie et Climat » ont été nombreux et enrichissants. Toutefois, la thématique, relativement vaste de cet atelier, a contraint les participants à ne s'exprimer que sur certaines sous-thématiques. L'identification des enjeux prioritaires, à partir des trois points saillants, n'a donc pu se faire à partir d'une totale concertation entre l'ensemble des participants présents.

Figure 10: Défis prioritaires pour la GR : environnement

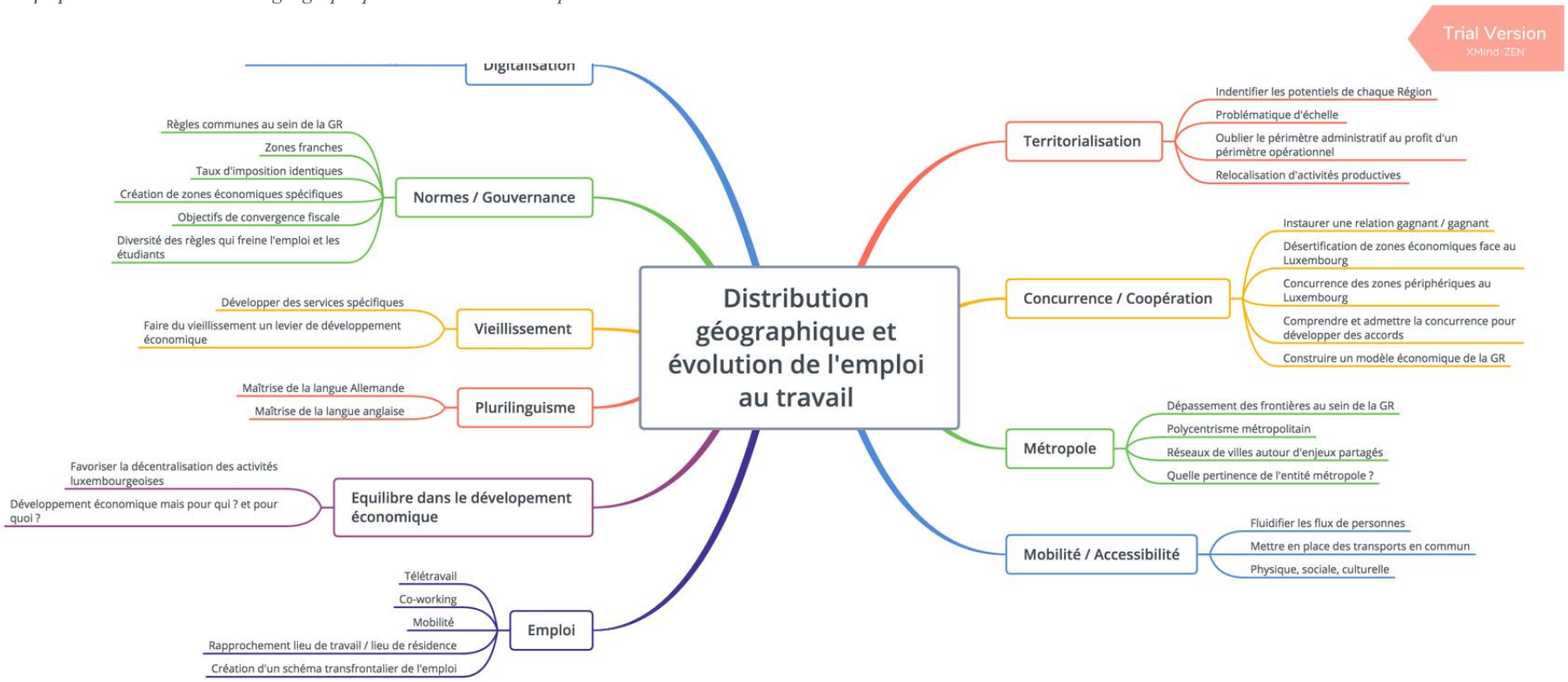
2.4 ATELIER DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Pour chaque atelier d'une durée de 2h chacun (matin et après-midi), une vingtaine d'acteurs étaient présents avec des profils différents. En effet, les participants venaient des différents pays de la Grande Région et occupaient des postes variés à la fois dans les ministères, dans les collectivités ou encore dans des agences de développement. La diversité des territoires de la Grande Région était également représentée avec des acteurs œuvrant dans des métropoles mais aussi dans des territoires ruraux.

2.4.1 Trait saillant 1 : distribution géographique et évolution de l'emploi au travail

Ce premier axe implique un questionnement d'ordre spatial en matière d'emploi et de lieu de vie, au niveau de la Grande Région. Sur cette problématique assez vaste, les acteurs ont mis en évidence des catégories, représentées ci-dessous. Par ailleurs, dans un objectif de co-construction des enjeux et défis pour la Grande Région, les acteurs ont mis en évidence l'importance de l'anonymat pour le bien fondée de la méthodologie.

Figure 11: Défis pour la GR : distribution géographique et évolution de l'emploi au travail



Le premier enjeu soulevé et qui apparaît comme essentiel dans la poursuite d'un développement économique commun est la **maîtrise des différentes langues** inhérentes aux pays qui composent la Grande Région. A cet égard, les acteurs ont souligné l'importance de maîtriser notamment l'Allemand et l'anglais qu'ils reconnaissent comme essentiel pour le développement et le positionnement international de la Grande Région.

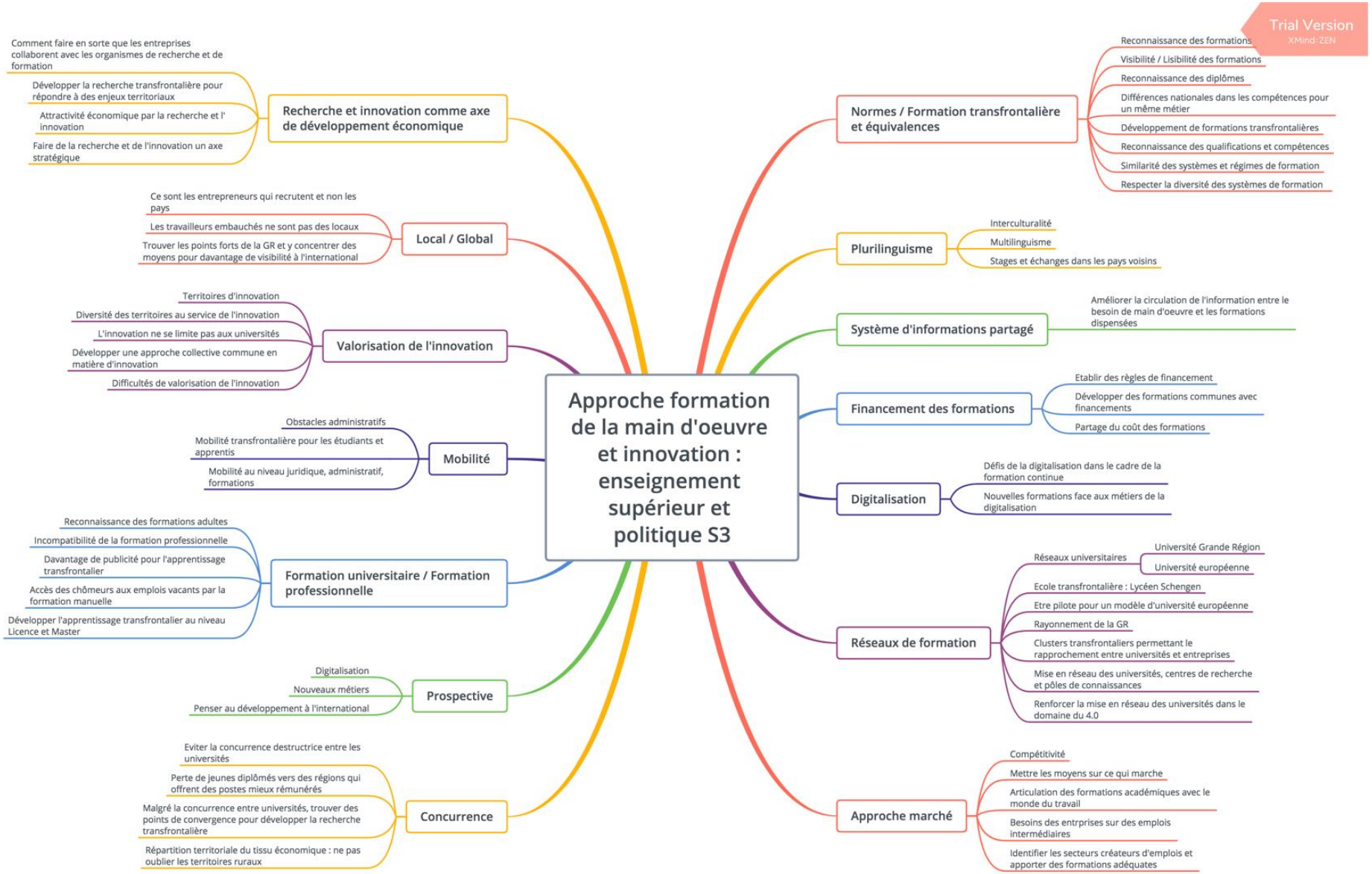
Notons un point ayant fait débat lors de l'atelier de la matinée et qui appelle à l'élaboration de normes communes à la Grande Région : **la fiscalité**. L'avantage du Luxembourg du point de vue fiscal le place au centre d'un modèle de développement fragile. Selon les acteurs, le développement du Luxembourg sur une main d'œuvre frontalière constitue un problème structurel important qui engendre des coûts et des répercussions sur les pays frontaliers. Des objectifs de convergences fiscales, de créations de zones économiques spécifiques ont émergé de l'atelier. En ce sens, le Luxembourg n'est pas la seule métropole au sein de la Grande Région, il existe d'autres réseaux de villes partageant des enjeux qu'il est nécessaire de valoriser. Le développement économique doit ainsi s'équilibrer en prenant en compte la concurrence qui existe entre le Luxembourg et des zones de périphériques afin d'instaurer une coopération amenant un modèle économique au niveau de la Grande Région. En la matière, les acteurs ont insisté sur le bien-fondé des relations concurrentielles dont il convient de se saisir et d'intégrer sans chercher à les nier. Les points de convergence seront alors davantage ancrés dans les réalités des territoires et permettront de s'exprimer pleinement sans perception de menaces. Pour ce faire, il semble nécessaire d'identifier les potentiels de chaque Région voire d'oublier le périmètre administratif au profit d'un périmètre opérationnel.

Par ailleurs, le développement économique s'appuie sur une modification de l'emploi d'une part via le digital, le télétravail et d'autre part via une mobilité physique, sociale et culturelle facilitée. En effet, les participants ont, d'un commun accord, souligné l'importance de prendre en compte les mutations de l'emploi et les nouvelles relations de travail.

2.4.2 Trait saillant 2 : approche formation de la main d'œuvre et innovation : enseignement supérieur et politique S3

Ce deuxième axe met en exergue le développement économique avec la formation et l'innovation. Là encore, nous proposons les catégories mises en avant par les acteurs dans le schéma ci-dessous.

Figure 12: Défis pour la GR : formation de la main d'œuvre et innovation

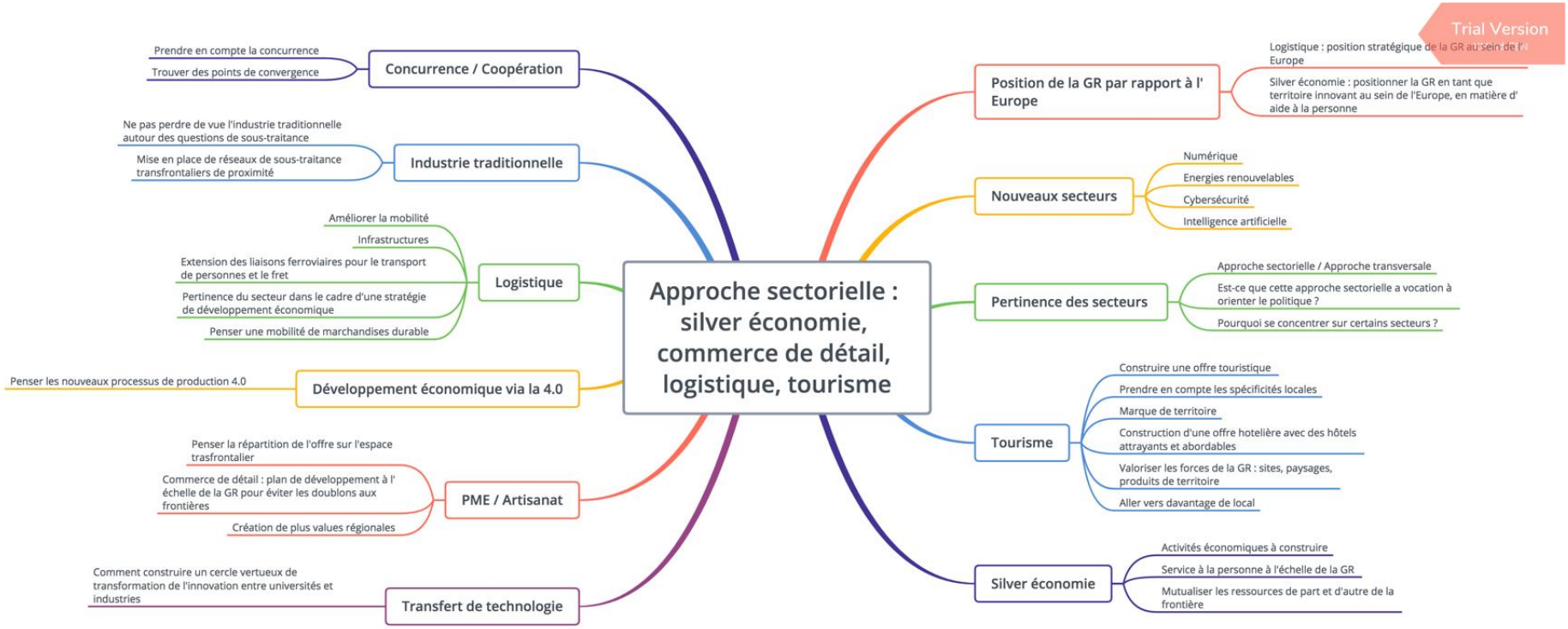


La thématique la plus développée par les acteurs est la formation, ainsi que ses modalités de financement, et plus spécifiquement **la reconnaissance des formations**, des diplômes, des qualifications et compétences au niveau de la Grande Région. A noter que la formation professionnelle est également un élément important pour les acteurs qu'il est nécessaire de développer. En effet, les acteurs ont d'emblée fait la distinction entre formation initiale et formation continue en mettant en avant l'importance du volet professionnel. En la matière, l'élément nodal réside selon les acteurs dans l'homogénéisation des normes qui en l'état constitue une problématique majeure qui entrave le développement de la formation professionnelle à l'échelle de la Grande Région. Pour harmoniser les normes en matière de formation, les acteurs proposent un développement de formations transfrontalières.
De plus, la formation doit s'inscrire dans une approche marché afin de répondre aux besoins des entreprises et dans des secteurs créateurs d'emplois comme le digital. Pour ce faire, les réseaux de formation semblent une solution pour favoriser un rapprochement entre les universités et les entreprises afin que le développement économique repose à la fois sur la recherche, l'innovation et sa valorisation sur les territoires. Ces réseaux de formation impliquent de prendre en compte la concurrence entre les universités et de la dépasser afin de développer une recherche transfrontalière.

2.4.3 Trait saillant 3 : approche sectorielle : silver économie, commerce de détail, logistique, tourisme

Pour terminer cette thématique du développement économique, une approche sectorielle est proposée avec la mise en avant de quatre secteurs spécifiques. Pour illustrer ce dernier axe, une catégorisation est à nouveau proposée ci-dessous.

Figure 13: Défis pour la GR : enjeux économiques sectoriels



Les acteurs ont tout d'abord posé la question de la pertinence des secteurs retenus par rapport à une approche davantage transversale : pourquoi se concentrer sur certains secteurs et pourquoi ceux-là plus spécifiquement ? Cette question de la pertinence interroge le choix des secteurs qu'il a été demandé d'analyser spécifiquement dans le cadre du diagnostic. Les acteurs semblent surpris des secteurs retenus antérieurement au travail du diagnostic territorial et ne comprennent pas la logique sous-jacente. Les secteurs retenus par la CCDT suite à une étude préalable ont été choisis car ils génèrent d'intenses flux transfrontaliers, ce qui laisse sous-entendre des possibilités de coopération ou de concurrence à l'échelle de la Grande Région. La question de la pertinence se pose plus particulièrement sur le secteur logistique qui est vu d'une part comme un élément éloigné d'une stratégie économique à l'échelle de la Grande Région, et d'autre part comme un moyen d'améliorer les infrastructures et de penser une mobilité durable. En ce sens, les acteurs ont proposé de nouveaux secteurs qui selon eux pourraient contribuer au développement économique de la Grande Région comme : le numérique, les énergies renouvelables, la cybersécurité ou encore l'intelligence artificielle. Néanmoins, parmi les secteurs proposés par le diagnostic, les acteurs mettent en évidence une volonté de créer une **offre touristique commune** en valorisant les forces et spécificités de la Grande Région. Concernant la silver économie, les acteurs la positionne comme une activité économique à construire pouvant amener à une reconnaissance de la Grande Région en tant que territoire innovant au niveau européen voire international notamment en matière de **service à la personne**.

De plus, cette approche sectorielle doit prendre en considération la **tradition industrielle** de la Grande Région et notamment des PME et de l'artisanat afin d'apporter des plus-values régionales. A cet égard, les acteurs ont souligné l'importance de prendre en compte les territoires ruraux en les connectant aux dynamiques de développement économique concentrées dans les grands pôles urbains.

Ce développement économique ne peut être mené à bien sans une prise en compte de la concurrence qui doit amener à de la coopération et à la construction de cercles vertueux de transformation de l'innovation notamment entre les universités et l'industrie. Encore une fois, les participants soulignent l'importance d'intégrer et d'accepter les **relations concurrentielles**.

2.4.4 Développement économique : enjeux et défis prioritaires

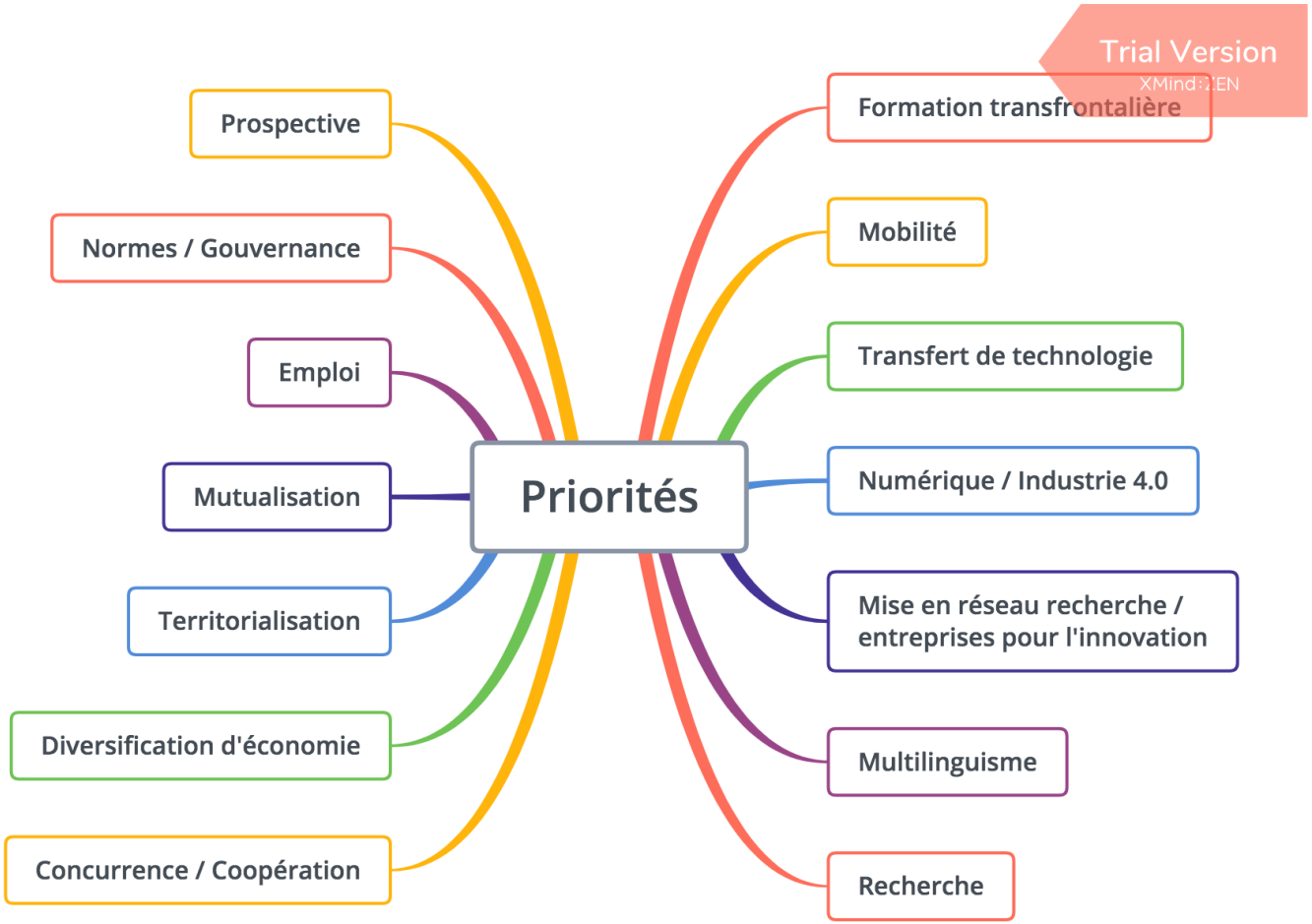
Au regard de cette journée de co-création des enjeux et défis de la Grande Région dans le domaine du développement économique, les acteurs ont fait émerger différentes priorités. Celles-ci n'ont pas été priorisées, c'est même une transversalité et une interconnexion des thématiques qui a été mise en avant.

La Grande Région doit opérer une mutation et s'inscrire dans une dynamique prospective afin de construire son développement économique. Cela ne pourra s'opérer sans un changement de normes et de gouvernance afin de faciliter les échanges (financiers, humains, marchandises, emplois, compétences). Car une coopération entre les différents pays est souhaitée par les acteurs. Mais celle-ci doit passer par une reconnaissance des différentes entités territoriales à savoir : les universités, les tissus économiques locaux, les territoires d'innovation, les pôles d'emplois et de connaissances pour aller vers une mise en réseau pertinente. Cette mise en réseau notamment du monde académique et des entreprises, s'inscrivant dans une approche marché, est au service de l'innovation et du transfert de technologie, point essentiel du développement économique de la Grande Région.

Afin d'asseoir ce développement économique, le numérique doit se propager dans tous les pans de l'économie de la Grande Région : aussi bien au niveau de l'emploi, de la formation, que de la mobilité ou encore du transfert de technologie. De plus, la maîtrise des différentes langues semble une priorité pour les acteurs même si ces derniers ne sont pas totalement en accord :

maîtrise
pour tous les citoyens de l'allemand et du français ou utilisation de la langue anglaise universelle ? Car ce plurilinguisme amène également une certaine interculturalité, essentielle à la construction de la Grande Région et aidant à la mobilité et à la mutualisation. Ceci est particulièrement prégnant dans l'emploi et la formation où les acteurs ont beaucoup insisté sur la nécessité de formations communes, de reconnaissance des diplômes, de socles de compétences communes pour un même emploi. Nous revenons alors à la question du changement de normes qui se dessine comme le préambule du développement économique de la Grande Région.

Figure 14: Défis prioritaires pour la GR : développement économique



3 SYNTHESE TRANSVERSALE

Les participants ont joué le jeu de l'animation qui était proposée.
Dans la matinée, néanmoins, de nombreux ateliers ont eu droit à des retours de leur part sur 2 éléments :

- Choix des éléments de diagnostic : points de diagnostic qui leur semblaient manquants et donc absents des discussions (par exemple la pollution atmosphérique sur l'atelier environnement, ou les raisons du choix de certains secteurs économiques plutôt que d'autres sur l'atelier développement économique)
- Lien entre SDTGR et travail permanent de la Grande Région : Quel lien était opéré entre les services de la Grande Région et l'animation proposée pour ce SDTGR ? Sur certaines thématiques, les participants ont fait ressortir qu'ils discutaient déjà de ces thématiques au sein des groupes de travail de la Grande Région. Ils ont fait part de leur étonnement de ne pas voir ces acteurs de la Grande Région présents sur certaines thématiques.

L'après-midi, les acteurs ayant déjà eu l'expérience de la méthode d'animation, les échanges ont été d'autant plus faciles et fructueux.

Les enjeux et les défis prioritaires énoncés par les acteurs des 8 ateliers se retrouvent autour de 3 axes principaux :

- Mise en exergue de défis prioritaires :
  - ***Pollution***
  - ***Congestion***
  - ***Faible maîtrise des langues de la Grande Région***
  - ***Absence de reconnaissance mutuelle des formations***
  - ***Déséquilibre territorial (enclavement de zones, étalement urbain), artificialisation des sols.***

- Outils propres à relever ces défis
  - ***Multi modalité/mobilité des acteurs économiques***
  - ***Activités économiques du numérique, formations mutualisées***
  - ***Sensibilisation environnementale***

- Enjeux et défis de coopération/collaboration/coordination/mutualisation
  - ***Cogestion des transports/concertation et harmonisation***
  - ***Coopération entre réseaux d'acteurs pour le développement économique***
  - ***Coordination et échange de bonnes pratiques (santé, environnement)***
  - ***Attractivité et solidarité pour valoriser tous les territoires***

CONCLUSION DU 1ER WORKSHOP

Ce premier workshop est une étape qui a permis de faire ressortir des enjeux/défis prioritaires sur les 4 grands thèmes du diagnostic. Ces enjeux sont énoncés par les acteurs de terrain et ils ont pu être discuté collectivement entre eux. Des pistes semblent déjà s'amorcer autour d'enjeux transversaux communs comme cela a été abordé dans la 3ème partie.
Dans la continuité de ce premier, le deuxième workshop présentera deux objectifs :

- Faire émerger des **enjeux transversaux** pour la Grande Région autour de ces 4 thématiques.
- Dégager un **consensus sur les enjeux transversaux prioritaires** pour le futur Schéma de Développement Territorial de la Grande Région.

II) RESTITUTION DU 2EME WORKSHOP : LES ENJEUX TRANSVERSAUX PRIORITAIRES

28 novembre 2018

Ce rapport intermédiaire vise à restituer les apports du 2ème workshop du 28 novembre 2018. Ce workshop doit permettre d'identifier des enjeux/défis transversaux partagés et prioritaires qui serviront à la co-construction ultérieure du Schéma de Développement Territorial de la Grande Région du projet INTERREG.

1 MÉTHODE D'ANIMATION DU 2ND WORKSHOP

Ce deuxième workshop présente deux objectifs :

- Approfondir la connaissance des enjeux thématiques prioritaires issus du 1er workshop
- Faire émerger des enjeux prioritaires transversaux qui serviront à établir la vision stratégique de la Grande Région pour son SDTGR.

La méthode d'animation retenue sur la matinée est celle de panels d'experts thématiques qui combinent la présence de :

- Experts du comité scientifique ayant participé au diagnostic
- Experts de la Grande Région
- Experts de la thématique

Sur l'ensemble de la journée, les animateurs permettent l'interaction avec les participants de la salle grâce à l'outil SLI.DO®. Cet outil numérique permet de faire participer la salle et de discuter des enjeux prioritaires. SLI.DO est une plateforme en ligne de questions-réponses pour les réunions et les événements. C'est un outil simple d'utilisation car les utilisateurs y accèdent en trois étapes et n'ont pas besoin de créer de compte. Les questions posées par les participants sont visibles par tous et priorisées en fonction du nombre de « like » qu'elles obtiennent.

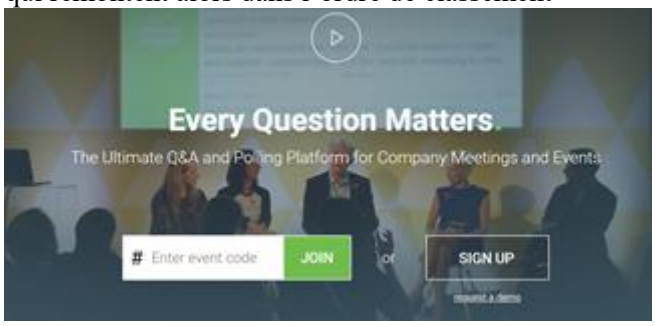
L'objectif est double :

- Donner la possibilité aux participants de poser et prioriser les questions qu'ils souhaitent voir abordées ;
- Permettre aux animateurs des panels de prendre connaissance des questions des participants.

Figure 15: Guide d'utilisation de SLI.DO®

À L'ATTENTION DES PARTICIPANTS

Prérequis : Disposer de l'accès Wifi du lieu d'accueil ou d'une connexion 4G
Etape 1 : Connectez-vous via votre ordinateur / tablette / smart phone sur : https://www.slido.com/
Etape 2 : Rentrez l'Hashtag : **#fabrikgr**
Etape 3 : Posez vos questions de manière anonyme ou sous un pseudo et « likez » les questions existantes qui remontent alors dans l'ordre de classement



Capture d'écran du site internet : https://www.sli.do/

La méthode d'animation retenue sur l'après-midi pour faire émerger les enjeux transversaux est celle du Fishbowl. Elle doit permettre de favoriser les échanges entre un grand nombre de participants et des experts tout en laissant une liberté de parole et d'expression[6].

2 PROGRAMME DU WORKSHOP N°2 DU 28 NOVEMBRE 2018

09.30-10.00	Arrivée des participants et café d'accueil
10.00-10.15	**Introduction** *Marie-Josée Vidal, Coordinatrice générale adjointe Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI)* **Explication du déroulement, des objectifs et attendus de l'atelier** *Présentation par Aix-Marseille Université*
10.15-10.30	**Restitution des discussions du premier workshop : Retour sur les enjeux prioritaires des 4 thématiques** *Chaire Aix-Marseille Université*

[6] Source : Unicef : Méthode Fishbowl

10.30-13.30	**Partage et approfondissement du socle de connaissance entre acteurs de la Grande Région** En plénière Discussion des enjeux prioritaires ressortis du 1er workshop éclairés par des diagnostics détaillés et l'expertise grand-régionale autour des 4 thématiques : **« Développement économique (y compris tourisme et éducation/formation) »** **« Environnement, énergie, climat »** « **Dynamiques démographiques et besoins territoriaux** » **« Mobilité »** *Animation des panels par l'Institut Destrée et le DFI, animation SLI.DO par la Chaire*
13.30-14.30	Pause déjeuner
14.30-14.45	**Restitution des résultats issus des travaux en panels thématiques** *Présentation par Aix-Marseille Université, l'Institut Destrée et le DFI*
14.45-16.30	**Formulation d'une esquisse des enjeux transversaux par les participants** En plénière *Animation par Aix-Marseille Université, l'Institut Destrée et le DFI*
16.30-16.45	**Présentation de la suite des travaux en préparation de la vision et de la stratégie du futur schéma de développement territorial de la Grande Région** *Présentation par le consortium Institut Destrée-DFI*
16.45-17.00	**Conclusion et suivi des travaux** *Marie-Josée Vidal, Coordinatrice générale adjointe –MDDI*

3 SYNTHESE DES PANELS THEMATIQUES

Introduction par Mme Marie-Josée VIDAL (Coordinatrice générale adjointe, MDDI, Luxembourg) :

Le SDTRG se veut avant tout opérationnel, et veut dépasser les études / rapports / stratégies déjà abondamment produites. Le but est qu'une stratégie émerge et qu'elle puisse être partagée par tous. L'opérationnalité du schéma est extrêmement importante. Un retour sur le premier atelier est réalisé. Il s'agit désormais de s'approprier le diagnostic territorial et de se mettre d'accord sur les principaux enjeux de la GR, partagés par tous.
L'objectif de cette journée est d'identifier des enjeux transfrontaliers. La coopération existe depuis longtemps dans la GR, mais elle manque souvent d'actions concrètes. Il faut se concentrer sur les aspects transfrontaliers, et non pas les stratégies locales, régionales ou nationales. Il y a une réelle volonté de coopérer et de mettre en place des éléments concrets. Il ne s'agit pas de faire doublon avec des stratégies locales ou nationales. L'objectif au niveau du schéma est de se concentrer sur quelque chose de prioritaire plutôt que de couvrir toutes les thématiques. Des actions concrètes qui puissent être mises en place à court, moyen et/ou long terme. Il faut se mettre d'accord sur les principaux constats et élaborer des enjeux transversaux ensemble. À la fin des ateliers, ces enjeux transfrontaliers transversaux seront présentés le 30 janvier 2019 aux responsables politiques qui effectueront évidemment des choix.
Nous constatons une réelle volonté d'impliquer de nombreux acteurs (experts, chercheurs etc.). Le choix s'est ainsi porté sur une séance plénière pour échanger et être certain que les objectifs soulevés seront partagés par tous. Il est attendu que les acteurs participent, notamment grâce à l'outil SLI.DO mis en place par l'équipe de la Chaire Attractivité & Nouveau Marketing Territorial d'Aix-en-Provence.

Explication du déroulement, des objectifs et attendus de l'atelier par Mme Solange HERNANDEZ (Professeur en Sciences de Gestion à l'IMPGT, Aix-Marseille Université):

L'équipe de la Chaire Attractivité & Nouveau Marketing Territorial d'Aix-en-Provence avait animé les premiers ateliers du 26 septembre 2018, sur les 4 thématiques retenues. Les échanges ont fait l'objet d'une restitution dans un cahier envoyé par Manon LENERS le 26 novembre 2018, qui synthétise ces échanges. **L'objectif de cette seconde journée d'échanges est de dégager des enjeux transversaux**.
La matinée suit une logique thématique avec 4 sessions plénières pendant lesquelles seront discutés les enjeux prioritaires avec un membre du Comité scientifique, un expert représentant les institutions de la Grande Région et un acteur praticien de la coopération en Grande Région. Le comité scientifique a été convié, ainsi que des experts dans les différents territoires de la grande région afin d'avoir la réflexion la plus constructive possible. Les acteurs sont invités à se poser les questions suivantes : "Sommes-nous surpris par les enjeux issus du premier workshop du 26/09/2018 ? Certains enjeux n'ont-ils pas été mentionnés ? Certains acteurs ont-ils soulevé des enjeux non présents dans les cahiers ?". Ce n'est qu'à partir de ces échanges qu'il sera possible de dégager des enjeux transversaux prioritaires.
Pour mémoire, les enjeux prioritaires des acteurs présents le 26/09/2018 se regroupent en 4 thématiques :

- **Atelier développement économique** de la Grande Région : enjeux sur les nouvelles technologies, liens évidents avec l'emploi, la gouvernance ou encore la coopération. Des

enjeux prioritaires émergent dans d'autres thématiques. La mobilité a, par exemple, été mise en avant comme enjeu transversal (à la fois résultat/enjeu du développement économique).

- **Atelier démographie** : principalement le vieillissement de la population qui entraîne des interrogations sur la qualité de l'habitat, le logement, l'attractivité du territoire, la coopération, la mutualisation, l'harmonisation etc. Nous retrouvons ces enjeux dans d'autres thématiques, avec comme question transversale "comment faire face à ces évolutions démographiques (formation, emploi de services à la personne etc) ?". L'enjeu transversal sous-jacent est donc celui de l'emploi et de la recherche d'un équilibre entre une population vieillissante et un besoin de créer des emplois.
- **Atelier mobilité** : des problèmes de circulation amène à interroger la fluidité des déplacements, surtout des personnes, et leurs externalités négatives (santé, qualité de l'air etc.). Ces enjeux sont en lien avec l'atelier environnement, relié lui-même à l'aménagement du territoire ainsi qu'à la question des déséquilibres urbain/rural (qui est également un autre enjeu transversal)
- **Atelier environnement, énergie, climat** : la sensibilisation des acteurs/citoyens, les problématiques d'aménagement du territoire, l'articulation entre les différentes zones cohésion), la recherche & développement (solutions innovantes), ou encore la gouvernance et la coordination sont autant d'enjeux émergents pour les acteurs.

Nous constatons ainsi que des **enjeux transversaux** se dégagent déjà de ces premiers ateliers : **Recherche et formation / Coopération et mutualisation / Emploi / Modèle alternatif de développement / Articulation zones rurales/urbaines / Gouvernance et partage des bonnes pratiques**.

L'objet de la journée est justement de **mettre en perspective ces résultats**, ces enjeux thématiques prioritaires, avec les diagnostics thématiques et de les discuter ensemble à l'échelle de la GR. L'après-midi est quant à lui consacré à la **formulation des enjeux transversaux** par les participants, en plénière également.

3.1 PLENIERE N°1 : « DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET BESOINS TERRITORIAUX »

Animatrice : Pascale VANDOREN (Institut Destrée)

Frédéric DURAND (Comité scientifique, LISER) pose trois constats.

- 1er constat : forts contrastes démographiques entre les territoires de la GR. Quels enseignements tirer de cette disparité ? Les défis territoriaux ne sont pas similaires au niveau des différents territoires. Dans la logique d'une stratégie commune, il faudra tenir compte des objectifs différenciés et distinguer des points de convergence.

- 2ème constat : vieillissement de la population (forte augmentation des plus de 65 ans, en 2050 une personne sur 4), vieillissement structurel et pas de renouvellement des générations. Quels enseignements ? Problématique partagée par l'ensemble des territoires de la GR, ce qui va entraîner des changements profonds dans l'organisation des territoires. C'est une problématique multidimensionnelle (retraite, santé, isolement social, conséquences en termes d'aménagement du territoire) avec 3 principaux impacts : environnement urbain, accessibilité aux services et équipements publics, logement. Il s'agit donc d'un vrai enchevêtrement de défis dans lesquels se pose la question de la coordination des politiques, interroge notre manière de faire face collectivement et de classer les priorités.

- 3ème constat : effets sur le marché d'emploi : contrastes entre les territoires, caractère illusoire (d'ici 2030, baisse de la population en âge de travailler). Quels enseignements ? Spécialisation fonctionnelle des territoires (division des territoires), ce qui engendre des interdépendances. Cela apporte des opportunités, mais aussi une vulnérabilité pour le territoire. Cette situation interroge 3 éléments que sont le risque d'assèchement des bassins de main-d'œuvre et de concurrence pour l'attraction des actifs qualifiés ; les mutations de l'emploi, qui demandent une anticipation des besoins de professionnels (risque de disqualification des salariés, répondre aux besoins futurs) ; et le contexte de robotisation qui représente un risque pour la pérennité de l'emploi.

Monsieur LEWALLE (Conseil Économique et Social, Président du GT Santé) centre son discours sur la coopération sanitaire transfrontalière (compétence de chaque État membre, l'UE compétence de coordination). La gestion des organisations de santé se fait par les États membres. En effet, la santé n'est pas une compétence de l'UE (1992 : le mot "santé" apparaît pour la première fois dans le traité de Maastricht ; l'art.168 du traité de Lisbonne encourage quant à lui les états membres à engager des actions de coopération transfrontalière ; directive 2011/24). Ces instruments juridiques sont donc récents.

Il émet 3 hypothèses pour l'accès aux services de santé au sein de l'UE :

- Le travailleur frontalier ;
- Le séjour temporaire (tourisme) ;
- Les soins programmés ou intentionnels : est-ce que j'en ai le droit ? Si je veux me faire soigner à l'étranger, comment cela se passe ? Les prestations de services sont libres dans l'UE. Il existe la directive 2011/24 sur le droit des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, mais celle-ci engendre un conflit entre le national et le supranational.

L'intervenant revient sur l'origine de la coopération transfrontalière : un résident qui travaille dans le même pays ne peut pas se faire soigner dans un autre pays, alors qu'un travailleur transfrontalier le peut. La coopération transfrontalière vise à favoriser la mutualisation des soins. Les enjeux concernent ainsi l'optimisation des coûts des équipements de santé ainsi que l'égalité d'accès aux soins entre les résidents et les transfrontaliers.

Ainsi, il faut coopérer afin d'enlever l'effet "frontière". La coopération transfrontalière dans le champ de la santé est très importante si on veut maintenir des soins de qualité. On peut, par exemple, mutualiser les équipements pour faire des économies. Il est également possible de faire des coopérations transfrontalières et de créer des territoires de santé transfrontaliers. Il existe déjà 7 espaces de "coopération santé". La signature d'un accord cadre franco-belge de coopération sanitaire a permis de créer une base légale, un territoire sans obstacle, sans besoin d'autorisation médicale dans l'autre pays et il est remboursé (il existe également un accord franco-luxembourgeois).

Monsieur Lewalle informe la salle qu'un projet INTERREG a d'ailleurs été déposé dans ce sens. Il fait un lien avec la mise en avant du vieillissement comme problématique transversale. Plusieurs conventions en GR existent, dont des conventions ZOAST (cf. DG REGIO). Pour lui, le projet INTERREG doit permettre le développement d'accords-cadres, de territoires de santé transfrontaliers, et une coopération entre les établissements hospitaliers (échanges de bonnes pratiques).

Monsieur MUSCHWITZ (Raumkom, Rhénanie Palatinat) affirme que les questions démographiques sont prises en considération en Rhénanie Palatinat depuis longtemps. La commission scientifique étant installée, le défi est de maîtriser ce vieillissement et les besoins en termes de santé qui en découlent. La stratégie menée en Allemagne est de garder les personnes à la maison, à domicile le plus longtemps possible et d'accompagner ces personnes; ce qui a une influence sur la structure territoriale. Est-ce que les personnes doivent partir dans les hôpitaux ? D'où vient ce personnel d'encadrement ? Maintenir le plus longtemps possible les gens à domicile pose la question d'avoir une main d'œuvre qualifiée et en quantité suffisante. Toutefois, on observe un retour des personnes âgées dans les villes ; ce qui n'est pas sans conséquences sur le développement territorial : lorsque ces personnes se rendent en maison de retraite, il faut créer de nouvelles structures d'accueil. Se pose alors la question de l'organisation et de la répartition de ces équipements sur le territoire. Les communes doivent avoir la possibilité de maîtriser ce défi mais l'ensemble de ces modifications prennent du temps. Le plus délicat sera donc de gérer les mutations à venir. Pour cela, il faut travailler ensemble et apprendre des autres afin de trouver des pistes de solutions.

Monsieur Thomas BECK (Département de la Moselle) rappelle ce qu'est un Département en France. Les Départements sont garants des solidarités humaines et régionales. Leurs compétences vont de la petite enfance (crèches) à la dépendance (personnes âgées, handicap). Les évolutions démographiques nous impactent donc directement, à la fois du point de vue des prestations versées et du point de vue des équipements.

Deux aspects sont mis en avant :

- Le vieillissement de la population et l'accès aux services. Aujourd'hui on a des populations avec une mobilité réduite ; ce qui interroge d'une part les compétences des

personnes les accompagnant et, d'autre part, l'accès aux services via le numérique. Le développement d'une filière de la « silver économie » pourrait être envisagée, mais la problématique de la connexion internet dans les zones rurales pour le développement de la e-santé reste une préoccupation.

- La jeunesse, qui pose le problème de la solidarité intergénérationnelle. Les actifs transfrontaliers contribuent au système du lieu où ils travaillent (financement des retraites, des équipements etc.), ils ne contribuent pas pour le lieu où ils vivent. Or c'est souvent là que sont les personnes vieillissantes. La question du financement de la dépendance est donc une question collective. Comment peut-on se coordonner à l'échelle de la GR et comment peut-on financer la dépendance ?

Il y a ensuite la question de l'attractivité de notre territoire, au Luxembourg ou en Allemagne car les offres d'emplois existent. Il y a effectivement le niveau de qualification et des compétences qu'il faut prendre en compte, notamment sous l'angle des équivalences dans les formations (sont-elles reconnues de part et d'autre des frontières ?).

L'intervenant reprend un enjeu de Monsieur LEWALLE qui évoquait que parfois on pouvait faire du bricolage mais qu'à notre niveau on peut se coordonner, on a la volonté de faire des choses (en matière de secours, de silver économie), on a les compétences, mais parfois ce ne sont pas les acteurs de terrain qui bloquent. Un réel besoin d'un schéma opérationnel se fait ressentir, mais il faut pour cela un soutien des États. L'exemple du dossier médical, difficile à transmettre du Luxembourg à la Moselle est révélatrice. Les questions d'invalidité aussi : un travailleur frontalier qui est handicapé doit déclarer son invalidité des deux côtés. Et parfois le niveau d'invalidité n'est pas le même d'un côté et de l'autre de la frontière. Comment devons-nous donc gérer cela ? Nous avons besoin d'une base légale. Le SDTGR doit nous aider à nous coordonner et nous aider aussi à interpeller nos États (lobbying).

<u>Retours Sli.do</u> : principales questions posées par les participants sur la THÉMATIQUE DÉMOGRAPHIE

Dimension n°1 : territoire / spatialisation
Rapport concret à l'espace ?
Spécialisation des espaces ?
Scénario territorial pour faire face aux enjeux démographiques ?

Dimension n°2 : conséquences de la transition démographique
Quels liens avec les flux de travailleurs ?
Quels liens avec la santé et la prise en charge des personnes âgées ? Quel développement de nouvelles technologies, des compétences et quelles différences de salaires entre les territoires composant la GR ?
Quels investissements pour les séniors ?

Dimension n°3 : vieillissement de la population
Quelle prise en compte de l'effet migration ? Pour quelle limitation de la pénurie de main d'œuvre ?

Lien avec la politique d'attraction des talents et l'attractivité territoriale en général ?
Quel impact de la numérisation sur l'examen des tendances démographiques ?

3.2 PLENIERE N°2 : « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE »

Animateur : Philippe DESTATTE (Institut Destrée)

Jean-Marc LAMBOTTE (Comité scientifique, Université de Liège) fait un retour sur les éléments de diagnostic. La question du développement économique est indissociable d'une approche spatiale : d'une part parce qu'il existe un fort différentiel en termes d'emplois, d'autre part parce qu'il y a une polarisation des emplois (Luxembourg, quelques métropoles secondaires). L'autre enjeu concerne l'innovation et la formation. Le Luxembourg attire les personnes les plus qualifiées, on peut dire les "talents", mais qui sont souvent formés ailleurs ou qui vivent ailleurs. Cela pose la question pour les autres espaces qui ont des besoins en qualifications. Le dernier problème, qui peut avoir un effet à plus long terme, concerne la R&D qui représente une part minime des investissements (publics/privés) alors qu'une certaine masse critique est nécessaire pour déboucher sur des innovations.

Vincent HEIN (IDEA Fondation, Luxembourg) affirme qu'il est impossible d'envisager l'avenir du Grand-Duché sans tenir compte de la GR car il existe une forte dépendance des espaces. Par exemple, la thématique de la recherche fait face à la limite de taille du marché.

Servir les besoins économiques, c'est servir les besoins de la mobilité, c'est le premier enjeu incontournable pour la GR. Il faut anticiper les flux, anticiper les besoins en mobilité des personnes et des marchandises. On a des effets frontières et des effets de métropolisation. On assiste à un modèle de développement centre-périphérie : des territoires attractifs au niveau du développement économique et des territoires résidentiels. Favoriser la mobilité n'est pas la solution car cela conduit à une hyperspécialisation des territoires et ne favorise pas la cohésion des territoires. En ce qui concerne le grand LUX il y a un débat sur comment générer un développement équilibré, et il est important d'objectiver cela dans nos diagnostics.

Selon lui, le SDTGR doit relever 4 enjeux afin qu'il y ait une vraie plus-value pour cet espace transfrontalier :
- Est ce que le SDTGR permet d'identifier et d'accompagner les flux en termes de mobilité ?
- Est ce que le SDTGR permet d'identifier et de donner des éléments de réponses sur les aubaines/opportunités et les risques des effets frontières ?
- Comment mieux interconnecter les systèmes de formation et universitaire (ex : UNIGR), mais également dans les formations professionnelles ? Il y a une réelle valeur ajoutée au niveau de la GR, et le SDTGR peut servir à poser des bases.
- Comment mieux connaître et mieux interconnecter les stratégies de spécialisation intelligente ("*smart specialisations*") ? L'industrie est très structurante pour les territoires et le SDTGR doit s'intéresser à l'industrie ainsi qu'à l'économie circulaire qui nécessite des approches territoriales. Pour l'intervenant, le fait qu'un territoire investisse peu en R&D n'est pas grave. Par contre, ce qui est important, ce sont les transferts de technologie. Il nous faut plus de cohérence et d'interconnexion au niveau de la GR à ce sujet.

Jane RUFFING, (Observatoire interrégional du marché de l'emploi) évoque l'enjeu central qui est d'améliorer les systèmes de formation. La formation est d'une grande diversité dans la GR (formation scolaire : multilinguisme ; dans les universités : déjà des approches ; formations transfrontalières). Cela s'explique en partie par des facteurs macro-économiques que sont la démographie divergente et les différents besoins selon les versants. Il faut faire un travail de persuasion auprès des instituts de formation, des employeurs, des administrations mais également des jeunes, pour mettre en place des formations transfrontalières. Il faut également mettre en avant la valeur ajoutée des formations transfrontalières et les avantages pour les jeunes. Est-ce que cela sera reconnu et dans quelle région ? Il y a un gros potentiel sur le marché du travail (*specialization strategies*) avec la mise en place des centres de compétence pour la numérisation.

Les flux frontaliers sont, de même, un sujet transversal. Il est difficile d'anticiper les besoins de formation, une coopération est donc nécessaire. Il en existe déjà mais il faut lever les obstacles juridiques. Dans le diagnostic on a analysé ce qui se faisait : il existe déjà des coopérations (partenariats GR : conventions cadres, sommet de la GR etc.), il faut tenir compte de ce qui a déjà été réalisé.

Philippe DESTATTE reprend à son tour la problématique de la reconnaissance des diplômes. L'intervenant rebondit sur le terme de bricolage : les acteurs ont besoin d'un cadre juridique structurant. La signature, à venir, du contrat de coopération de l'Elysée, entre la France et l'Allemagne, témoigne d'une volonté d'avancer dans le domaine transfrontalier à travers les expérimentations.

<u>Retours Sli.do</u> : principales questions posées par les participants sur la THÉMATIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Dimension n°1 : éducation / recherche / formation
Quelle dimension spatiale de la politique éducative et de la politique de formation ?
Comment maintenir la dynamique du projet ?
Comment créer un centre d'intelligence territoriale transfrontalier en s'appuyant aussi sur le Center for Border Studies ?

Dimension n°2 : connexions / mobilité
N'y a-t-il pas de connexion Est-Ouest efficace dans la région ?
Ne vous paraît-il pas que les investissements dans le secteur des transports sont à la base du développement de toute économie ?

Dimension n°3 : circularité
Quelle contribution l'Économie circulaire peut-elle apporter à la prospection économique de la Grande Région ?
Comment les clusters peuvent-ils soutenir les entreprises dans leurs activités transfrontalières

3.3 PLENIERE N°3 : « MOBILITE »

Animateur : Monsieur Philippe DESTATTE (Institut Destrée)

Monsieur Martin GRANDJEAN (Comité scientifique, UCL) effectue un retour sur les éléments de diagnostic. Pour lui, la question de la mobilité s'envisage du point de vue de la grande accessibilité et des mobilités infrarégionales. La mobilité est clairement un enjeu transversal. La concentration des flux entraîne une congestion alors que l'on remarque une volonté de fluidifier les réseaux. Des actions doivent être mises en place pour s'affranchir du carburant traditionnel au niveau de la GR. Les avancées technologiques (commandes en ligne, covoiturage etc.) doivent être prises en compte. Concernant la modélisation des flux, il y a déjà des réflexions qui sont menées (Par ex. : projet MUS). Il y a aussi la question des corridors au niveau européen qui va impacter, et impacte déjà, la GR.

Monsieur Etienne HILT (Région Grand Est, GT Transport) questionne la connexion de la GR, pourquoi on a intérêt à faire dans le cadre de la GR ? Ce n'est pas les déplacements occasionnels mais les déplacements quotidiens qui sont importants. Il faut aller sur les sujets qui concernent la GR. Il est nécessaire de considérer les enjeux dans la dynamique. Quels sont les problèmes ? Il faut mettre le doigt sur les problèmes et pas simplement une photographie de l'existant. Il faut construire des scénarios interdépendants : mobilité, logement, infrastructures, développement économique, démographie. Il faut une stratégie commune sinon les projets risqueraient d'entrer en concurrence. Par exemple, on pourrait décider de construire de nouvelles infrastructures mais s'il n'y a pas de vision commune, ça ne sert à rien. Mais pour que cela marche, il faut de la transparence et une vision unique. À l'heure actuelle, on a une saturation qui va s'accroître. Il y a là un vrai enjeu, et il faut avoir une vision à court terme doublée d'une vision à long terme pour nos actions.

L'intervenant insiste également sur le fait que la GR doit gérer ses paradoxes. Par exemple, à Luxembourg, on a 250 000 places de parking vides mais il y a de la congestion. Aussi, on incite les gens à avoir une voiture individuelle (un coût du carburant bas, une voiture payée par l'entreprise etc.) et on veut mettre en place du développement durable. L'enjeu est donc aussi d'avoir une stratégie collective concernant le carburant. Au sujet des places vides et de la congestion, Monsieur Hilt mentionne qu'il serait possible de mener des actions à court terme pour encourager le covoiturage (par ex. : des voies réservées sur l'autoroute au covoiturage). Pour lui, il s'agit de signaux, de leviers faciles à mettre en place où on peut coopérer facilement et qui permettent ainsi de rendre le covoiturage attractif.

Au niveau des marchandises, la GR a de grands équipements pour faire du multimodal, de grandes plateformes. Toutefois, le développement du fret ferroviaire, en fonction des lignes choisies, peut avoir un impact sur le transport ferroviaire de voyageurs (moins de trains disponibles pour ces derniers par exemple). Concernant les eurocorridors, les camions passent par la GR mais ne s'arrêtent pas. La GR est donc négativement impactée par les nuisances qui y sont associées (congestion, pollution), mais cela sans les avantages. Cela s'explique par le faible prix du carburant qui encourage les camions à faire le détour par le centre, malgré la proposition d'un axe de substitution. Pour activer cet axe, il faudra nécessairement agir sur le carburant et donc réfléchir à une fiscalité plus harmonieuse. Nous devons penser de manière

transversale.

Monsieur Carsten PETER (IHK Saarland) commence son intervention en questionnant les solutions pour réduire la congestion, quelles sont-elles ? Nous avons une structure très hétérogène et cela veut dire qu'il y a un grand nombre de défis et des revendications, tels que l'élargissement de l'A8 sur l'axe Luxembourg / Sarre pour réduire les goulets d'étranglement. Concernant ces goulets d'étranglement pour accéder au Luxembourg, il y a déjà des sujets évoqués dans les institutions de la GR et notamment au sein du comité économique. Les difficultés tiennent au fait que la GR est très étendue et composée de structures variées qui proposent des réglementation différentes.

Selon lui, 3 facteurs sont à prendre en compte pour réduire la congestion :

- L'hétérogénéité dans la GR. Cette hétérogénéité peut avoir des avantages, notamment en échangeant les bonnes pratiques, on peut apprendre les uns des autres. Ce qui est important, c'est de trouver des solutions ensemble.
- Les nouvelles technologies. La congestion du trafic se fait autour de certaines villes, très attractives. Mais est ce qu'on peut réduire le trafic ? Pourquoi les gens sont obligés de se rendre au bureau ? Ne peuvent-ils pas travailler à la maison ? Pour l'instant, on a des conditions fiscales, financières qui s'opposent à cela. Dans le cadre du traité de l'Elysée, on pourrait songer à des zones d'expérimentation pour réduire le trafic.
- Nous assistons à un développement différencié au niveau de la GR. Beaucoup d'emplois sont créés au Luxembourg, par exemple, et très peu dans d'autres régions. Peut-être pourrait-on développer les voies navigables pour diminuer le trafic ? En Moselle par exemple, ce qui pourrait améliorer l'accès au Luxembourg.

Monsieur DESTATTE s'interroge : quel est le statut des trajectoires qui ont été montrées ? Il faudrait essayer de préciser ce qui a pu représenter l'évolution sur le long terme du système de mobilité. La question qui nous intéresse est quels sont les enjeux de long terme ?

Dominik GRILLMAYER (DFI - Institut Franco-Allemand) présente des questions émanant de la salle (SLIDO) : la mobilité va dans plusieurs sens, par exemple on parle beaucoup des grands projets à mettre en œuvre mais il y aurait un manque de lobbying de la part de la GR.

Monsieur PETER répond que concernant l'analyse des besoins, il y a beaucoup de consensus. La question qui se pose est celle de la mise en œuvre car nous souhaitons créer les conditions préalables, et il ne sait pas si cela revient à une institution. Il pense que la GR pourrait impulser cela ; ce qui permettrait ainsi de mettre en place un schéma de la mobilité. Il existe beaucoup d'idées mais il est important d'identifier les besoins et les consensus pour se baser là-dessus, ce qui ne peut toutefois se réaliser sans cadre juridique.

Monsieur HILT rétorque à son tour qu'il existe un décalage entre l'ambition politique et la réalité. Concernant les grandes infrastructures, parfois beaucoup d'argent est nécessaire juste pour gagner ¼ d'heures par rapport à d'autre régions, alors que dans le même temps il y a des drames sociaux... La plus-value n'est pas toujours évidente par rapport à l'investissement. Il faut savoir où sont les réels besoins. Et là il y a peut-être un choix politique à faire pour savoir ce qui concerne le plus de monde. Il faut établir une priorité entre les grands projets de long

terme qui n'apportent pas forcément grand-chose et des projets plus petits, de moyen ou court terme qui seraient plus faciles à mettre en place.

Martin GRANDJEAN affirme que le long terme doit aussi être envisagé. Ces projets supranationaux ont un impact sur le local. Pour lui, la question du lobbying est intéressante, notamment pour faire remonter les informations à Bruxelles, une fois l'inscription faite dans un projet GR.

Retours Sli.do : principales questions posées par les participants sur la THÉMATIQUE MOBILITÉ

Thématique n°1 : connexion des différents types de transport / innovation durable
Comment relier différents corridors de transports ?
Quel lien avec la proximité ? Quel lien entre fiscalité et formation ?
Investir dans les lignes ferroviaires ? Les lignes de tram ? Les transports doux ?
La GR : terrain d'expérimentation européen pour la mobilité du futur ? Terrain d'essai pour la conduite autonome ?
Les routes de fret n'offrent-elles pas également un avantage particulier pour la région ? Des technologies innovantes pour les trains ?

Thématique n°2 : développement économique
Dans quelle mesure le télétravail pourrait-il contribuer à la solution des problèmes de mobilité ?
Est-ce que des espaces de co-travail près des frontières pourraient améliorer les thématiques de la mobilité ?
Le télétravail comme solution ? Le statut de « travailleur frontalier », qui suppose le franchissement de frontière, présente-t-il des incompatibilités avec le télétravail ?

Thématique n°3 : frontières des territoires de la GR / concertation
Discussions opérationnelles uniquement bilatérales ? La GR comme lobby pour les grands projets ?
Quel lien avec les politiques de logement, les fonctions productives / résidentielles et la métropolisation ?

3.4 PLENIERE N°4 : « ENVIRONNEMENT, ENERGIE, CLIMAT »

Animateur : Monsieur Philippe DESTATTE (Institut Destrée)

Simon VERELST (Comité scientifique, Université Libre de Bruxelles) débute en affirmant que la question environnementale est transversale, par essence. Il a choisi de la présenter selon trois angles d'analyse : les pressions, les structures de gestion, la transition en cours.
- Les pressions : il existe d'une part des pressions héritées difficiles à traiter car elles coûtent très cher. Et d'autre part des pollutions en cours ou à venir qui peuvent être réduites à faibles coût. Les pressions héritées entraînent une perte en capital naturel. Par exemple, la pollution des friches industrielles, l'artificialisation des sols avec la baisse des services écologiques, de la biodiversité, les risques accrus d'inondation, etc. Une autre pression est celle du changement climatique alors même que les performances énergétiques de la GR sont faibles. Enfin, la

qualité de l'eau dans la plupart des bassins versants est mauvaise, surtout dans les zones agricoles. Les eaux souterraines sont dégradées dans les zones de grande culture.
- La transition énergétique : quelle stratégie d'échange peut-on faire entre les territoires ? Faut-il faire des investissements massifs ? Il y a une évolution en fonction des territoires. Et comment est-ce qu'on gère cette nécessaire accélération des transitions ? En termes de mix énergétique, le fossile domine toujours, à l'exception de la Wallonie où le nucléaire est très important par rapport au reste de la GR. Et la question de la temporalité de l'électricité se pose. Est ce qu'on fait du stockage ? Quelle gestion de diminution ou de sortie des territoires du nucléaire ?
- Structures de gestion : on a des parcs naturels au centre de la GR qui sont intéressants, on a des zones de protection et pas mal de connexions au niveau transfrontalier. Et donc *quid* de la valorisation de ces structures dans le SDTGR ? En fait, c'est la même chose que pour la santé, on peut valoriser ces structures. *Quid* de la localisation de ces structures ?

On comprend dès lors que l'accélération des transitions est nécessaire. Il faut pour cela jouer sur les complémentarités. On peut s'appuyer sur les structures de gestion existantes qui permettent la collaboration sur ces questions.

Monsieur Joachim GERKE (Ministère Rhénanie Palatinat, GT Environnement) mentionne que, dans le domaine de l'environnement, nous avons un certain nombre de directives européennes qui obligent à penser de manière transversale. Ce sont des directives qui ne sont pas liées à des frontières politiques mais à des frontières naturelles. Par exemple, dans le domaine de l'eau, la coopération est là depuis le début des années 2000 et fournit une base pour la mise en place du SDT à l'échelle de la GR. Il y existe différents espaces naturels mais il y a des directives qui nous obligent et qui nous poussent à travailler sur la base de certaines normes. Par exemple, en matière d'inondations, au niveau de la GR, il y a des risques et dangers, mais la coopération existe déjà, donc ça ne sert à rien de réinventer la roue. Comment réduire les dommages ? On peut l'obtenir par le SDTGR. L'intervenant y voit un défi, un enjeu.

Ensuite, le changement climatique doit être en tout premier sur la liste, c'est un enjeu principal dans la GR. Nous ressentons ce changement avec tous les problèmes qui en découlent : inondations, mais aussi sécheresse et qualité de l'eau. Il y a deux piliers : éviter les gaz à effet de serre, nous sommes en plein dans une transition climatique. Un autre sujet doit être pris en compte dans le SDTGR, celui de l'érosion des sols qui survient souvent après une période de sécheresse puis des pluies diluviennes.

Au sujet de la qualité de l'air, il existe beaucoup de critiques sur le fait qu'elle n'a pas été abordée dans le cahier thématique, il faut donc se saisir de ce sujet. C'est important car les impacts sont nombreux, y compris sur la santé, en raison des particules fines. Et il faut construire de manière positive, par rapport au climat et par rapport à la mobilité.

Enfin, dans le domaine de l'énergie, la GR est très dépendante des décisions centrales à Berlin, Paris, Luxembourg ou Bruxelles. La question n'est pas de savoir à quoi ressemble notre mix énergétique dans la GR, mais plutôt si nous avons une valeur ajoutée à ne pas tout miser sur un réseau européen ? Pouvons-nous créer une valeur ajoutée dans la GR ? La question du stockage est donc centrale et celle de l'anticipation des risques également. Il faut qu'on développe des modèles alternatifs.

Monsieur Alexandre FOLMER (pôle de compétitivité Hydreos) revient sur son parcours. Il travaille dans un cluster localisé dans le Grand Est autour d'un projet INTERREG, Greater Green. Concernant la gestion de l'eau, il y a la directive cadre sur l'eau, mais le point important c'est au niveau des inondations. Le véritable enjeu c'est de limiter l'érosion des sols. Pour cela, il faut lutter contre l'artificialisation des sols et contre l'étalement urbain. Il y a des besoins auxquels la GR doit réfléchir, notamment "comment aider la GR à être moins vulnérable ?"

Il y a également la question des friches, comment gérer les îlots de chaleur ? Par exemple, on peut envisager de la construction durable en bois, s'intéresser à la protection de la biodiversité, aux productions de chaleur. Il y a une autre thématique commune, c'est l'économie circulaire. On peut réutiliser la chaleur des entreprises ou des usines pour chauffer des bâtiments de collectivités territoriales ou des habitations, ça se fait déjà dans certaines régions. Pour l'énergie, on a besoin de capteurs en continu pour mieux gérer le stockage, pour récupérer et pour valoriser les énergies fatales. Cela permettrait aussi de créer une solidarité entre zones rurales et zones urbaines. Pour cela, il faut mettre en relation des acteurs différents, notamment des syndicats pour favoriser le développement des entreprises et augmenter l'exploitation lointaine (au-delà de la GR). Pour l'intervenant, la thématique de l'environnement au niveau de la GR doit être la première. A cela s'ajoute le fait que la GR possède de nombreuses technologies, et que les différentes réglementations permettent également d'innover sur ce territoire transfrontalier.

Monsieur Stéphane insiste sur le fait qu'il faut relier nos constats avec les questions d'ordre politique et d'ordre administratif. Il faut s'intéresser aux interdépendances respectives. Il faut penser au-delà de la relation entre deux pays (par exemple la question du nucléaire entre France et Allemagne). Les énergies renouvelables ne suffisent pas pour les besoins et donc on importe de l'énergie nucléaire, non renouvelable. Il faut mettre au point des structures de coopération pour que nos politiques aient des solutions concrètes. Il faut donc une prise de conscience.

Monsieur GERKE s'interroge : Comment coopérer au-delà des frontières ? Il y a des structures qui existent, telles que l'exécutif de la GR. Il faut s'interroger sur la nécessité d'inventer encore quelque chose, et pense que cela n'est pas nécessaire. En revanche, il faut faire en sorte que les choses soient davantage imbriquées. La GR peut avoir un avantage compétitif grâce à l'économie circulaire : on ne produit plus de déchets et on valorise tout ce qu'il y a. C'est une question de premier ordre pour la GR.

Monsieur FOLMER rajoute que pour l'économie circulaire, le Luxembourg est pilote sur le plastique.

Monsieur VERELST mentionne, quant à lui, que la qualité de l'air est le 1er secteur où il y a eu des coopérations au niveau international. Il faut tenir compte aussi des différences entre territoires urbains et ruraux. Qu'est-ce qu'on fait de la résilience des territoires ? La GR peut apporter des solutions.

Retours Sli.do : principales questions posées par les participants sur la THÉMATIQUE ENVIRONNEMENT

Thématique n°1 : énergie
Quels sites régionaux pour l'interconnexion transfrontalière des réseaux d'énergie, des réseaux intelligents ?

Comment la France peut coopérer avec l'Allemagne dans le domaine nucléaire ?

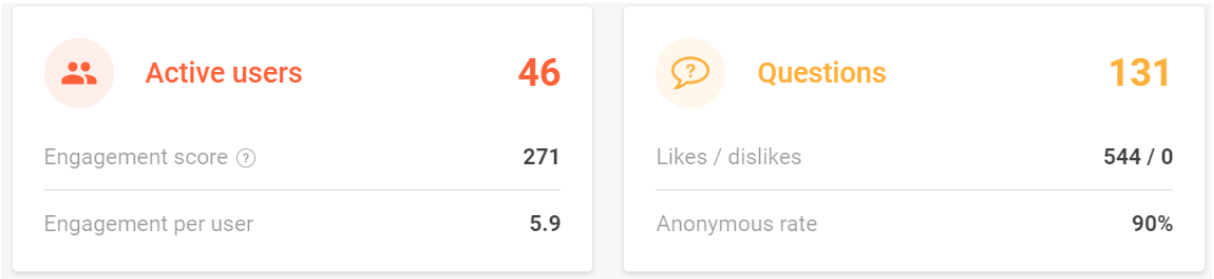
Thématique n°2 : recherche / formation / gouvernance et normes
Quelles nouvelles politiques de R&D promouvoir ? Quel avantage compétitif de la GR ?
Question de la formation, des compétences, des clusters et réseaux intelligents ?
Ne pourrait-on pas avoir des directives qui obligent à prendre en compte la dimension transfrontalière de l'environnement ? On verrait directement l'utilité de l'UE ?
Quel est le motif déclencheur de la mise en place d'une coopération entre clusters ou entre entreprises ?

Thématique n°3 : circularité
Qu'en est-il de la gestion des déchets ? De la question du tri et de son lien avec l'économie circulaire ?
Le problème en termes de développement économique n'est-il pas l'hyper-concentration des activités ?
Environnement et mobilité / environnement et économie circulaire / environnement et démographie / tous ces thèmes ne sont-ils pas interconnectés ?

3.5 SYNTHESE DES INTERACTIONS AVEC LES PARTICIPANTS SUR SLI.DO®

Durant la matinée 46 participants (dont 90% d'anonymes) ont utilisé SLI.DO, avec un taux d'engagement moyen de 5,9 par utilisateurs. Au total, ils ont posé 131 questions et généré 271 interactions.

Figure 16 : Activité SLI.DO sur la matinée du 2nd workshop



Les questions les plus appréciées par les participants ont été les suivantes :

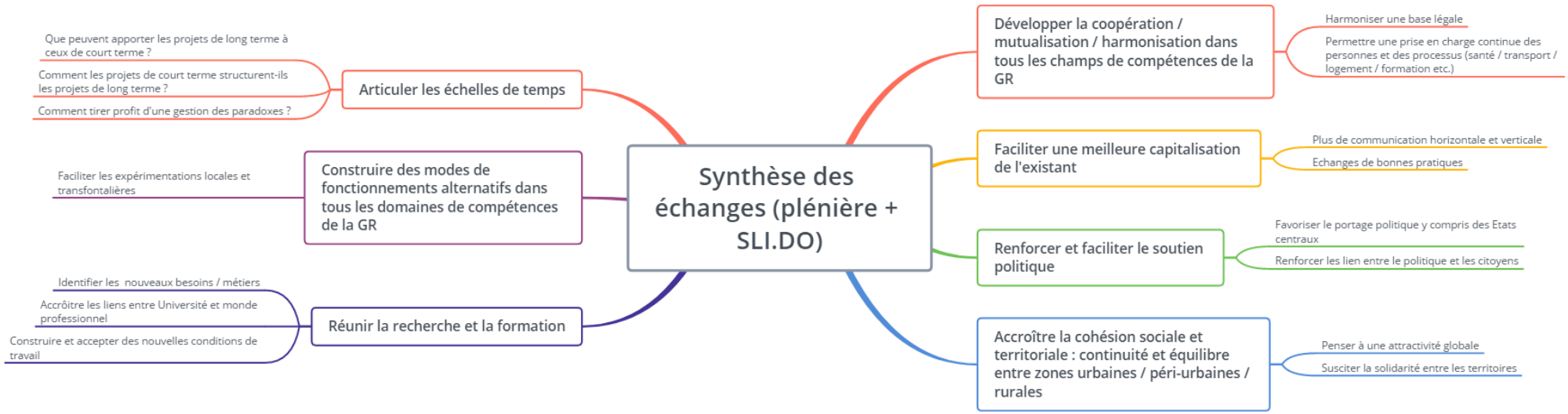
Traduction Question 1 : Comment développer un scénario spatial qui donne une perspective d'avenir commune aux habitants de la Grande Région et les "emmène" ?

Figure 17: Questions SLI.DO les plus appréciées sur la matinée du 2nd workshop

3.6 SYNTHESE DES ENJEUX TRANSVERSAUX EMERGENTS

Lors des échanges des tables rondes et des questions / remarques postées par les participants via l'outil SLI.DO, les acteurs présents ont fait ressortir sept grandes thématiques d'enjeux prioritaires pour le Schéma de Développement Territorial de la Grande Région.

Figure 18 : Synthèse des enjeux transversaux émergentss issus de la matinée du 2nd workshop



4 SYNTHESE DES ECHANGES SUR LES ENJEUX TRANSVERSAUX

Durant l'après-midi, les échanges ont été organisé sous un format "fishbowl" en plénière. En facilitant l'intervention des participants, l'objectif est de réfléchir collectivement aux enjeux transversaux pour les approfondir ou les explorer, en misant sur l'échange par le biais d'une discussion ouverte et non dirigée.

La synthèse est organisée comme suit :

- Esquisse des enjeux transversaux ;
- Explications et retours des participants
- Synthèse des retours SLI.DO.

4.1 ESQUISSE DE 10 ENJEUX TRANSVERSAUX

1. **Comment anticiper une pénurie de population active et de fonctions / compétences critiques dans la Grande Région à l'horizon 2040 ? Lesquelles ? Particulièrement dans les espaces ruraux et mal connectés ? Comment s'y préparer collectivement ?**
Avec 6,7 millions de personnes âgées entre 20 et 64 ans en 2016, la Grande Région présente globalement une part élevée de la population en âge de travailler. Toutefois, la baisse de la population âgée de 20 à 64 ans telle qu'observée dans le diagnostic pourrait entrainer un assèchement des bassins en main-d'œuvre à moyen terme, voire une concurrence entre les pôles d'emploi pour attirer les actifs qualifiés. L'enjeu pose ma question de savoir comment s'y préparer collectivement, comment mutualiser les efforts des acteurs plutôt qu'opposer les territoires. Comment également renforcer le développement endogène du milieu rural et des petits pôles urbains qu'il abrite ?

2. Comment, dans un cadre européen peu structurant et dans un territoire étendu, multilingue, contrasté, mutualiser certaines réponses aux enjeux du vieillissement et de la santé ? A quelle(s) échelle(s) et pour quels chantiers (infrastructures) communs ?
La Grande Région constitue un territoire étendu, multilingue, contrasté, insuffisamment structurant dans un cadre européen et peine à mutualiser certaines réponses aux enjeux du vieillissement et de la santé pour permettre aux personnes de vieillir dans des conditions de bien-être? A quelle(s) échelle(s) et pour quels chantiers et infrastructures communs, doit-elle investir ses parties de manière suffisamment forte et innovante, en prenant en compte les efforts du passé, trop souvent négligés voir oubliés pour en tirer expériences.

3. Comment et où créer les conditions d'un renouvellement des forces productives permettant de redéfinir et de renouveler l'attractivité de la Grande Région pour les segments de populations jeunes ?
L'enjeu porte sur l'accélération des dynamiques de formation professionnelle existant dans la Grande Région, pour atteindre un taux d'emploi correspondant à un niveau de développement préconisé par l'Europe (Objectifs 2020) et d'atteindre un modèle économique et social performant et durable évitant les risques de déqualification ou de déclassement des salariés.

4. Comment renforcer des polarités urbaines secondaires et permettre une distribution territoriale des externalités positives du système économique métropolitain ?
Le renforcement des polarités urbaines secondaires et des territoires qui bénéficient de ces facteurs peut permettre une distribution territoriale des externalités positives du système

économique métropolitain. En dehors des zones frontalières internes au Grand-Duché, les territoires ruraux ne bénéficiant pas de la métropolisation peinent au niveau de leur développement économique, malgré la présence de petites polarités qui concentrent des volumes significatifs d'emploi relevant pour l'essentiel de l'économie présentielle. Plus que jamais, la notion de polycentrisme apparaît une force importante pour la Grande Région.

5. Comment préserver la compétitivité des ressources humaines de la GR dans un paysage de migrations internationales qui concernent autant les travailleurs faiblement qualifiés que très qualifiés et qui, dans une économie métropolitaine, va renforcer les concurrences entre profils internationaux et profils locaux (pour les infirmières à domicile comme pour les bio ingénieurs) ?

On ne peut considérer l'évolution de la population et de son volume uniquement en termes de fertilité, de natalité et de mortalité. Les facteurs les plus dynamiques d'évolution dans le monde et en Europe, donc aussi dans la Grande Région, sont ceux de l'immigration. Il s'agit d'une variable importante pour répondre aux besoins de main-d'œuvre, de créativité sociale et technologique ainsi que de dynamisme entrepreneurial.

6. Comment identifier, justifier et consolider des chaînes de valeur productives verticales ou croisées qui font sens à l'échelle de la Grande Région et qui lui permettent un positionnement international ou, à tout le moins, européen reconnu ? Quels sont les modèles économiques à l'œuvre qui fondent ces chaînes de valeur ?

Cet enjeu interroge les modèles économiques à l'œuvre qui fondent ces chaînes de valeur et l'adaptation des anciennes structures aux besoins de la numérisation et des nécessaires coopérations.

7. Comment mieux connecter les stratégies de spécialisation intelligente, les investissements en RDI et les modèles économiques émergents portés par les acteurs présents en GR

Malgré d'évidents points de convergence en matière de secteurs retenus par chaque territoire dans le cadre de leur *smart specialisation strategy*, les collaborations dans ce domaine sont encore à construire et les différents versants composant la Grande Région ne consacrent chacun qu'une petite partie de leur PIB à la recherche-développement. Il s'agit donc de s'interroger sur la mutualisation des investissements en RDI, de capitaliser sur les résultats positifs déjà obtenus dans une logique à la fois intégratrice et redistributrice (transfert de technologies).

8. Comment rééquilibrer les flux de mobilité et mieux articuler des réseaux qui fonctionnent à des géométries et des vitesses différentes en visant une réduction transversale des nuisances liées à l'immobilité (pollution, embouteillages, santé publique) ? Par quels investissements prioritaires ?

La mondialisation est un facteur important d'évolution de la mobilité en Grande Région car elle se traduit par un accroissement des échanges internationaux de biens et services. Son corollaire, l'éloignement des lieux de production et de consommation, a rendu le transport des marchandises plus que jamais indispensable. Elle voit ainsi une intensification des mobilités et des flux et le besoin de se connecter aux réseaux qui se mettent en place, d'autant plus que l'attractivité de la Grande Région est étroitement liée à la qualité des connexions et à l'articulation des stratégies de mobilité aux trois échelles (suprarégionale, régionale, transfrontalière). Les innovations sociales comme le développement du co-working, des tiers-lieux, du télétravail doivent trouver une place centrale dans cet enjeu.

9. Comment concilier une stratégie de type facteur 4 en matière de mobilité et de travail avec un modèle économique centripète et une dynamique résidentielle centrifuge soutenus tous deux par une concurrence fiscale territoriale ?
Comme ressortie du diagnostic, la dynamique de métropolisation et les différentiels d'attractivité entre les territoires de la Grande Région ont entrainé une spécialisation fonctionnelle de l'espace de part et d'autre des frontières, divisant la Grande Région entre des territoires à dominante productive et à dominante résidentielle. Cette situation engendre de fait, de fortes interdépendances - transfrontalières - entre les territoires.

10. Comment pérenniser et accélérer la gestion, le suivi et l'effectivité de transitions énergétiques, économiques et environnementales à l'œuvre en capitalisant sur les forces et les potentialités de chaque région, singulièrement en termes de production, de réseaux et de stockage d'énergie ?
Concernant la transition énergétique au sein de la Grande Région, des avancées variables sont constatées en termes de production d'énergie renouvelable (mix, niveau de production...). Des stratégies différentes en matière d'échange d'énergie sont aussi envisagées (cellule énergétique vs réseau transeuropéen), offrant des complémentarités sur lesquelles s'appuyer en matière d'objectif de production renouvelable ou de coordination pour un stockage éventuel. Il existe actuellement des espaces de collaborations transfrontalières via les structures locales de gestion de divers compartiments de l'environnement. Des collaborations entre ces structures ouvrent des espaces d'expérimentation issus de la confrontation d'approches différentes.

4.2 RETOURS DES PARTICIPANTS

Nous avons condensé dans une seule partie un très grand nombre de points soulevés par les participants. La réflexion porte sur le contexte et sur les corrélations entre les différents éléments.

- Parler d'interdépendance revient à questionner le plurilinguisme dans un cadre européen au sens large, mais aussi dans le cadre des petits espaces. La GR c'est une valeur ajoutée. Et donc comment pouvons-nous utiliser ces différences pour faire un avantage de la GR ?
- La question du vieillissement, donc la question des soins et de la santé ; c'est une question qui renvoie à plusieurs expressions différentes selon la langue utilisée. En français, cela renvoie notamment à la *silver economy*. Cela requiert de mettre en relation les acteurs pour pouvoir arriver à une réponse à un niveau interrégional. Il n'y a pas un manque d'initiative politique puisqu'il y a un cluster sur la *silver economy*.
- Si nous traitons le problème des zones rurales mal connectées à l'horizon 2040, quel est l'intérêt ? Nous serons tous morts et ça sera déjà trop tard. De même, comment renouveler les forces productives sans perdre de vue ce qui a été fait ?
- Nous pouvons lancer des projets mais nous ne sommes pas capables de tout faire. Nous pouvons lancer des projets à géométrie variable, à différentes échelles. C'est ce que nous attendons du SDTGR, venir au niveau des projets. Il s'agit d'une décision politique, nous avons la structure nécessaire et les groupes de travail, il nous faut développer des sujets qui seront développés dans les GT. Nous pourrons en reparler au niveau du pilotage de ce projet pour savoir quels sont les différents interlocuteurs qui se

sont déjà accordés au niveau technique. Il nous faut rendre la GR plus attrayante pour les jeunes. Grande Région, ce n'est pas un nom très attrayant. De plus, il faut davantage faire parler de la GR mais les actions concrètes font défaut.

- Si nous voulons intéresser les jeunes, il nous faut leur faire comprendre ce qu'est la GR. Les politiques sont de bonne volonté mais il y a aussi des paroles mortes de leur part. Nous ne voyons pas de répercussions. Concernant ce qui a déjà été réalisé, il nous faut vendre les acquis, les mettre en avant pour que les jeunes diplômés viennent. Il faut aussi rendre une GR plus transparente avec des politiques qui visent réellement la GR et ne la mette pas de côté. Le transfrontalier est très important sinon nous ne pourrons pas convaincre les jeunes. De plus, il semble important d'intégrer plusieurs acteurs comme les communes, créer des facteurs qui rendent la GR importante comme la formation professionnelle par exemple. Dès lors, il semble essentiel d'avoir un système uniforme au niveau de la GR. La GR est un espace intéressant qui peut être développé mais les jeunes ne le voient pas. Dans les écoles par exemple la GR n'existe pas encore.
- Il y a toujours un risque d'avoir une somme et pas une synthèse et donc il faut élaborer des priorités, rester sur des périmètres d'action possible et ce doit être l'objectif de ce schéma. L'ambition c'est de voir quelques priorités qui puissent conjuguer des stratégies qui soient pertinentes au niveau de la GR.
- Une question reste centrale : comment attirer les jeunes et garder un niveau de vie raisonnable pour la population active ? Il faut devenir attrayant et prendre en compte le fait que nous vivons à l'ère d'internet. Est-ce-que les autres régions d'Europe portent la même logique ? Il faut nous mettre d'accord avec les autres sinon nous rentrerons dans une compétition acharnée. Par exemple, le vieillissement dépend du taux de natalité, et nous ne pouvons inverser les tendances seuls, en quelques années. Toutefois, l'arrivée de nouveaux talents / résidents peut être une solution, même si ces derniers vieilliront également. Le modèle de financement des retraites qui repose uniquement sur les salaires des actifs est un modèle qui peut s'effondrer. Dans la concurrence internationale, nous sommes plus cosmopolites que les autres, donc c'est un atout à mettre en avant.
- Ensuite, nous faisons face à un changement démographique important. Qu'en est-il de l'avenir de la GR ? Notre force vient de notre polycentrisme. Le Luxembourg seul ne peut rien faire car il a besoin du bassin de main d'œuvre autour de lui. Il faut donc que nous travaillions ensemble. Nous ne savons pas comment régler certains problèmes qui viennent de la croissance. Le sujet de la main d'œuvre qualifiée n'est pas abordé dans la bonne direction : nous parlons d'industrie 4.0, de nouveaux potentiels avec des personnes indépendantes qui travaillent à la campagne car la technologie leur permet. Qu'en est-il de la croissance qui vient du Luxembourg ? Ce qui est important c'est le polycentrisme et le fait d'avoir plusieurs noyaux. Il est important d'unir nos forces. Il est important de convaincre nos politiques d'unir leurs forces et de trouver comment les unir.
- Nous nous posons aussi la question de savoir où la GR peut intervenir de manière judicieuse. La *smart specialization* semble essentielle car les politiques économique et industrielle ne parlent pas beaucoup entre elles. Il ne s'agit pas de savoir ce que fait Paris ou Bruxelles, il faut penser la GR dans son ensemble. Les politiques économique et industrielle sont des éléments où nous avons du potentiel et où il faut interpeller le politique : quelles sont les industries dans les différents versants ? Il nous faut décider d'avancer sur des sujets et notamment en termes de gouvernance. Quels sont les résultats positifs que nous avons obtenus ?

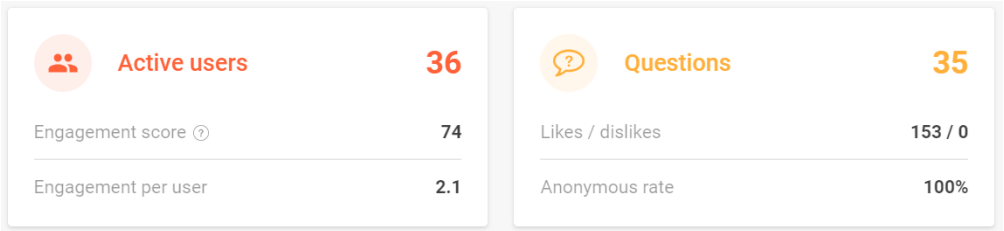
- En termes d'enjeux, il est important de parier sur la GR. En Allemagne quand un jeune sort de l'école, il est prêt à être embauché. Alors qu'en France, il faut avoir une expérience professionnelle mais la chance n'est pas toujours laissée aux juniors. Il faut donc parier sur la GR car elle recouvre de nombreuses opportunités. Nous avons une force au niveau de cette GR et peut-être que nous ne le voyons pas assez, que nous ne l'explorons pas assez.
- Concernant la chaîne de valeur ajoutée du développement territorial, dans le domaine automobile, ce n'est pas la GR qui apporte une valeur ajoutée. Donc, quels sont les partenaires ? Les tendances sont à la numérisation et à la coopération. Par exemple, le travail commun doit se faire entre des startups qui ont des idées, et d'autres qui disposent de modèles économiques. Il ne faut pas reprendre les anciennes structures mais plutôt les adapter aux nouveaux besoins.
- Il semble important de ne pas négliger les conséquences des politiques qui sont / seront menées à l'échelle de la GR. En effet, ces politiques ont / auront des conséquences sur d'autres régions.
- Il est également important d'avoir des centres de taille moyenne et des polarités urbaines secondaires. Nous ne pouvons pas tout avoir (i.e. services publics de proximité) dans les petites et moyennes villes car les partenaires publics adéquats viennent à manquer. La question de la taille est fondamentale, car les réalités sont différentes selon les territoires. Les problématiques typiques du Luxembourg et de son environnement sont importantes, mais il faut aussi prendre en compte d'autres objectifs, qui touchent d'autres espaces. L'immobilité peut, par exemple, résoudre les problèmes de mobilité : *« Si je sors de chez moi et que je vais dans un centre de coworking, je suis moins mobile que si je vais dans le centre rejoindre mon entreprise »*. L'immobilisme peut être une chance et cela pose la question de la localisation de l'emploi. De même, cela rejoint la question de l'environnement et de l'accueil des personnes. Est-ce que à terme il y aura assez d'espace pour créer de l'emploi ou est ce qu'il faudra trouver de nouveaux endroits ?

4.3 SYNTHESE DES INTERACTIONS AVEC LES PARTICIPANTS SUR SLI.DO®

Nous pouvons conclure avec quelques statistiques et représentations visuelles

Tout d'abord, lors de cet atelier, 36 personnes ont utilisé la plateforme collaborative (i.e. *active users*), ce qui représente 35 questions posées, un engagement global (nombre de questions et de likes) de 153 et individuel global (nombre de questions et de likes par participant) de 2.1.

Figure 19: Activité SLI.DO sur l'après-midi du 2nd workshop



Ensuite, le nuage de mots met en lumière les mots qui sont revenus le plus souvent dans le cadre des échanges SLI.DO.

Figure 20 : Mots les plus utilisés sur SLI.DO® lors de l'après-midi du 2nd workshop

5 SYNTHESE DES ENJEUX TRANSVERSAUX PRIORITAIRES ISSUS DES DEUX WORKSHOPS

Les deux workshops ont amené progressivement les participants à énoncer des enjeux transversaux qui pourront enrichir la définition de la vision stratégique qui correspond à l'objectif de l'action 4 du SDTGR :

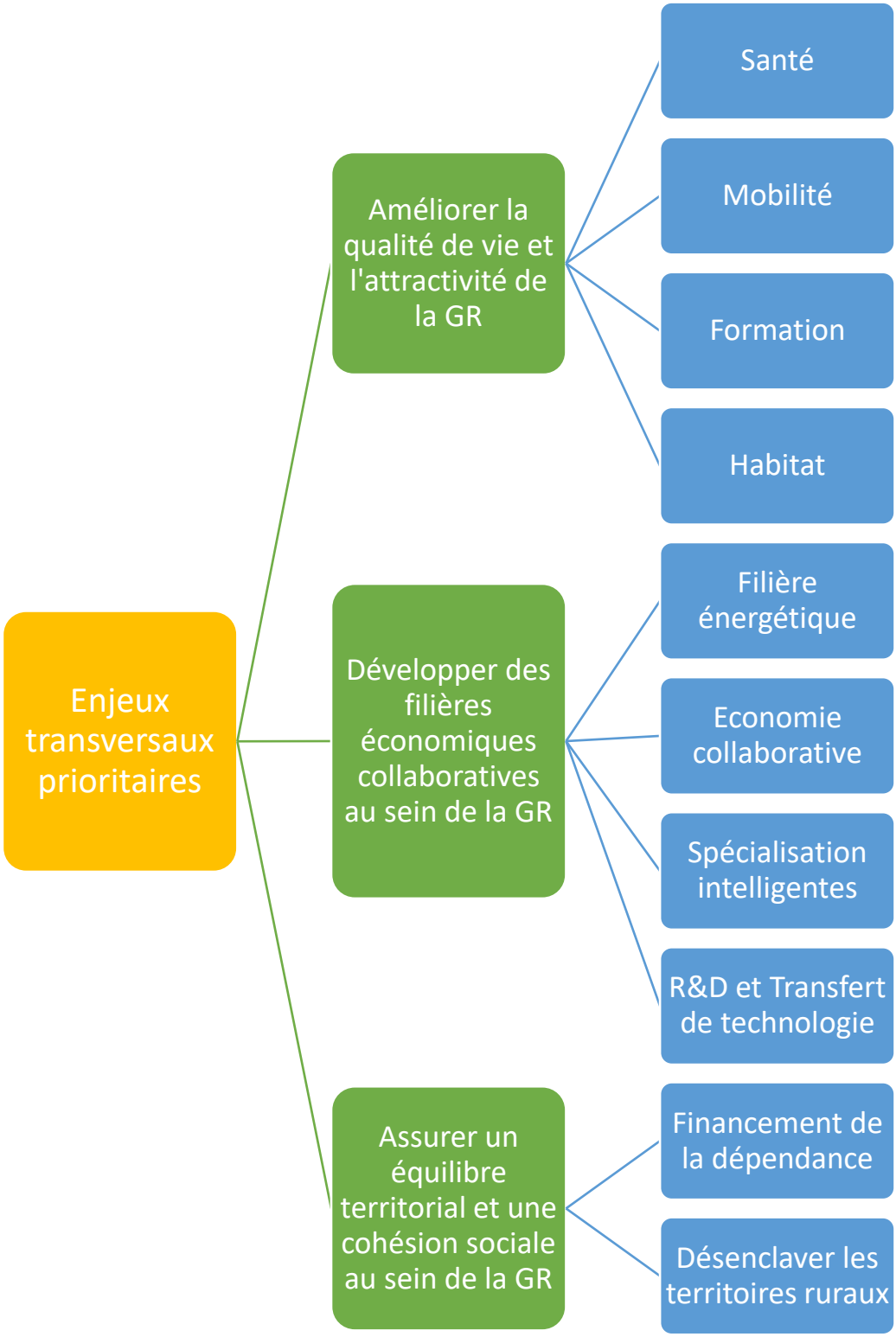
- **Workshop du 26 septembre 2018 :**
  - Partage du diagnostic avec les présentations des experts du comité scientifique ;
  - Enjeux liés aux 4 thématiques prioritaires énoncés par les participants dans les ateliers parallèles ;

- Envoi des 4 livrets complets de diagnostics
- Envoi du rapport intermédiaire du 1er workshop

- **Workshop du 28 novembre 2018**
  - Approfondissement des enjeux thématiques prioritaires issus du 1er workshop avec les 4 panels thématiques ;
  - Présentation par les experts des enjeux transversaux émergents ;
  - Énoncé des enjeux transversaux prioritaires par les participants en séance plénière

Le schéma suivant synthétise les principaux enjeux transversaux issus des échanges du 2nd workshop. Ils font ainsi écho aux enjeux thématiques identifiés lors du 1er workshop. Les enjeux transversaux synthétisés dans le schéma ci-dessous témoignent des trois enjeux transversaux identifiés par les acteurs de la GR.

Figure 21 : Enjeux transversaux du SDTGR issus des 2 workshops



ANNEXES

GUIDE D'ANIMATION DU 1ER WORKSHOP

Tour de table des acteurs (prénom nom fonction et organisation représentée)

CS : Rappel 2-3 traits saillants du diagnostic

11h10 : 45 minutes

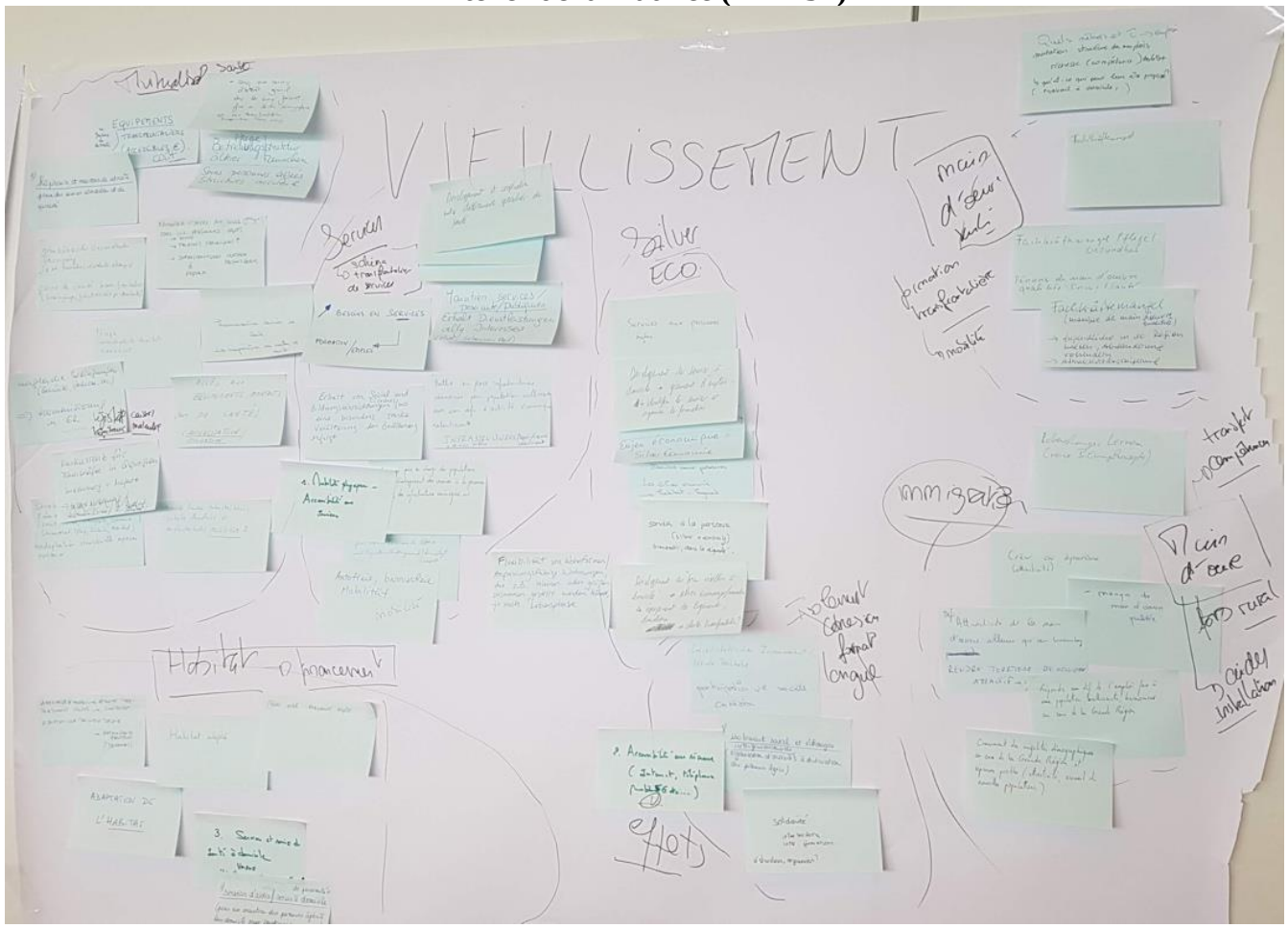
Trait saillant/sous-thématique 1 :
Rappel CS de la problématique
Animateur : Question ouverte salle : Défis/enjeux pour Grande Région lié au premier trait saillant
5 minutes de réflexion individuelle : Notes 1 enjeu par post-it (quelques mots), Max 3 post-its.
15 minutes d'appropriation: Animateur ramasse les post-it participant par participant et les affiche en demandant de préciser lorsque le mot inscrit est équivoque. Il commence à regrouper les défis/enjeux identiques en les mettant côte à côte.

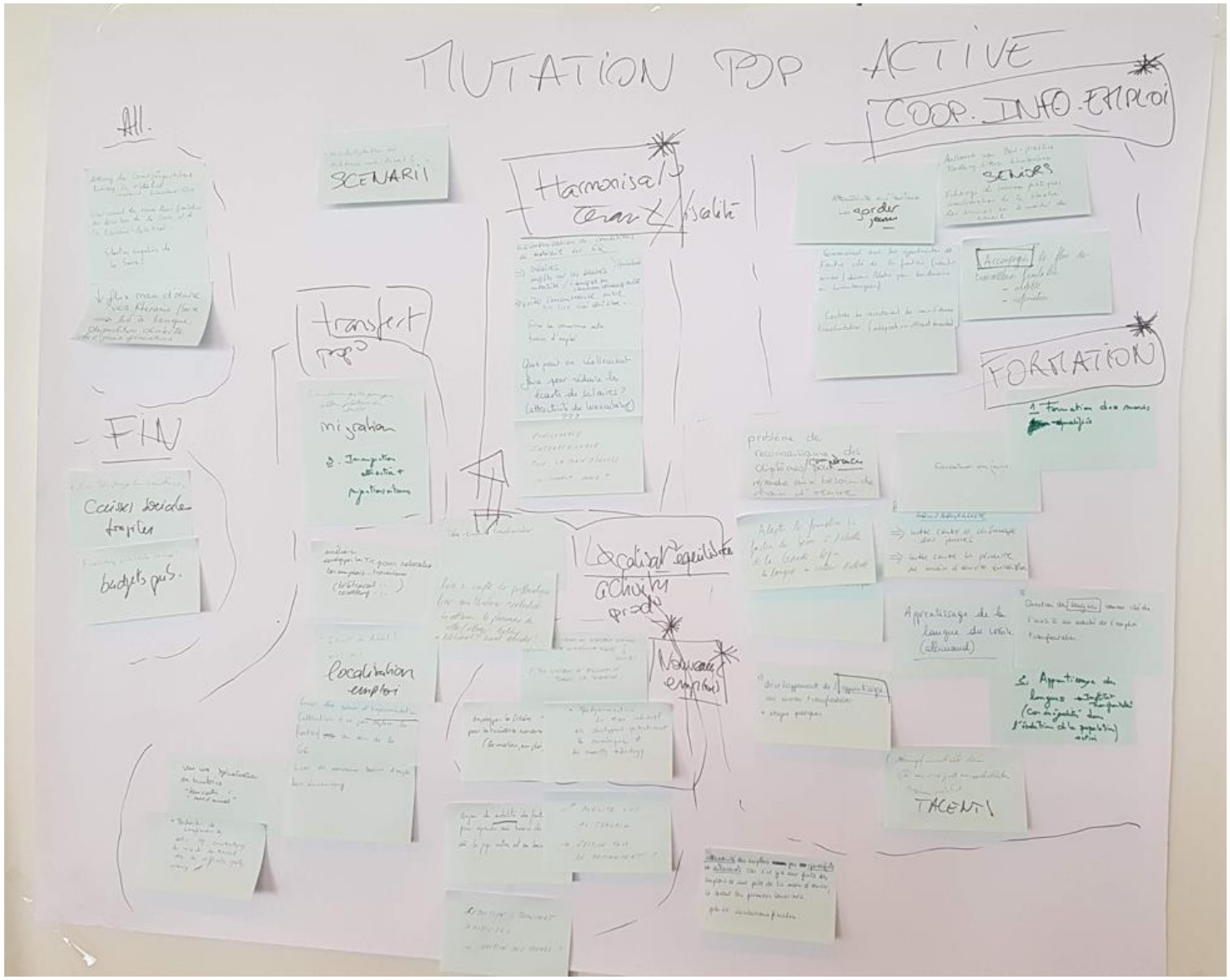
15 minutes de travail collectif qui mobilise la salle pour effectuer un regroupement des grands enjeux/défis : 4-5-6-…. grandes catégories

Évoquer des enjeux/défis oubliés ?

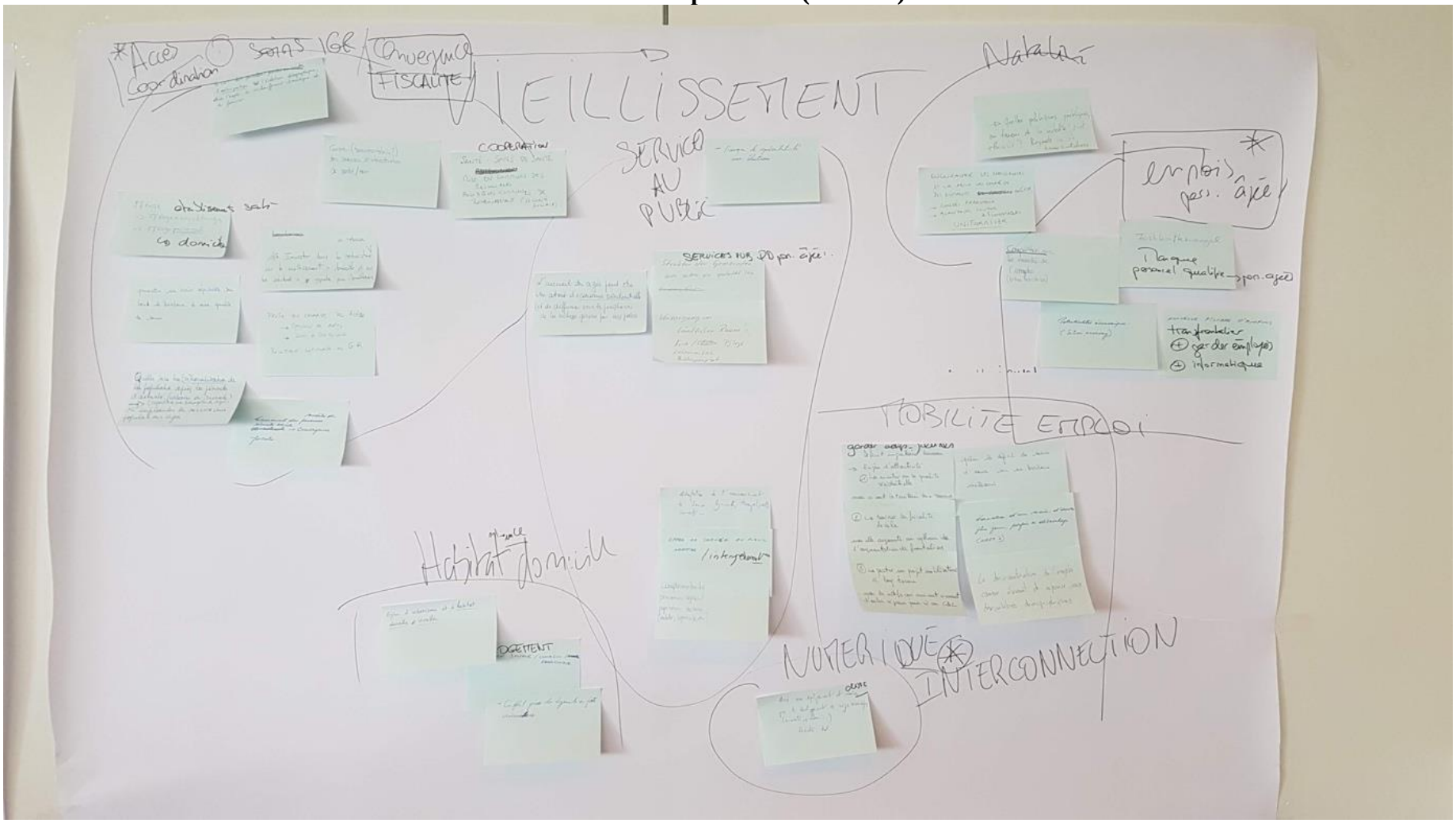
DEMOGRAPHIE

Atelier de la matinée (11h-13h)




MUTATION POP ACTIVE
COOP. INFO. EMPLOI
SCENARII
Harmonisat° Cerant / fiscalité
transfert pop°
migration
FORMATION
FIN
Caisses sociales
budgets pub.
localisation emploi
Localisat° équilibrée activités prod°
Nouveaux emplois
TACENTS

Atelier de l'après-midi (14h-16h)



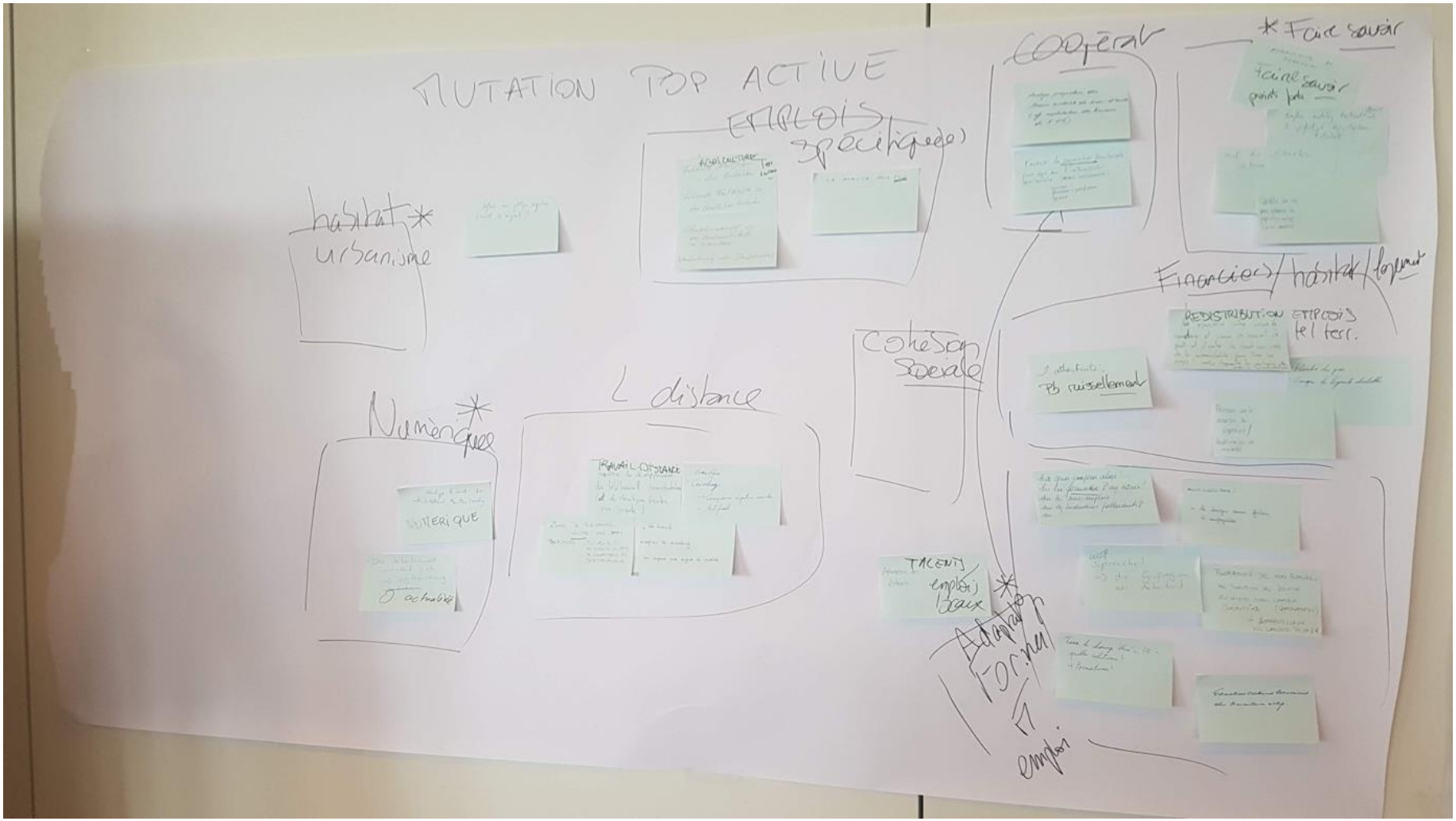

MUTATION POP ACTIVE
EMPLOIS spécifiques
habitat * urbanisme
Numérique *
L distance
Cohésion Sociale
Coopérat
* Faire savoir
Financiers / habitat / logement
REDISTRIBUTION EMPLOIS tel terr.
Pb ruissellement
TALENTS emplois beaux *
Adaptation Formation
emploi

TABLE DES FIGURES

Figure 1: Défis pour la GR liés au vieillissement de la population 6
Figure 2: Défis pour la GR liés aux mutations de la population active 8
Figure 3: Défis prioritaires pour la GR : démographie 10
Figure 4: Défis pour la GR liés à la mobilité suprarégionale et régionale 13
Figure 5: Défis pour la GR liés à la mobilité des espaces transfrontaliers 15
Figure 6: Défis prioritaires pour la GR : mobilité 17
Figure 7: Défis pour la GR : évolution de l'occupation des sols et biodiversité 20
Figure 8: Défis pour la GR : qualité de l'eau et risques d'inondation 22
Figure 9: Défis pour la GR : énergie 24
Figure 10: Défis prioritaires pour la GR : environnement 26
Figure 11: Défis pour la GR : distribution géographique et évolution de l'emploi au travail . 28
Figure 12: Défis pour la GR : formation de la main d'œuvre et innovation 30
Figure 13: Défis pour la GR : enjeux économiques sectoriels 32
Figure 14: Défis prioritaires pour la GR : développement économique 35
Figure 15: Guide d'utilisation de SLI.DO® 39
Figure 16 : Activité SLI.DO sur la matinée du 2nd workshop 53
Figure 17: Questions SLI.DO les plus appréciées sur la matinée du 2nd workshop 54
Figure 18 : Synthèse des enjeux transversaux émergentss issus de la matinée du 2nd workshop 55
Figure 19: Activité SLI.DO sur l'après-midi du 2nd workshop 60
Figure 20 : Mots les plus utilisés sur SLI.DO® lors de l'après-midi du 2nd workshop 61
Figure 21 : Enjeux transversaux du SDTGR issus des 2 workshops 62

TABLE DES MATIERES

Préambule 1

RESTITUTION DU 1ER WORKSHOP : Les enjeux thématiques issus des 4 diagnostics thématiques 2

1 Méthode d'animation du 1er workshop 2

1.1 La méthode des focus groups 2

1.1.1 La technique du méta-plan 3

1.1.2 Déroulement de l'animation du méta-plan : 3

1.2 Programme du workshop n°1 du 26 septembre 2018 4

2 Synthèse des enjeux et défis pour la Grande Région par ateliers 4

2.1 Atelier démographie 5

2.1.1 Trait saillant 1 : Vieillissement de la population : enjeux et défis pour la Grande Région 5

2.1.2 Trait saillant 2 : Mutation de la population active : enjeux et défis pour la Grande Région 7

2.1.3 Démographie : enjeux et défis prioritaires 9

2.2 Atelier mobilité 12

2.2.1 Trait saillant 1 : Mobilité à l'échelle suprarégionale et régionale 12

2.2.2 Trait saillant 2 : Mobilité des espaces transfrontaliers 14

2.2.3 Mobilité interne et externe à la Grande Région : enjeux et défis prioritaires 16

2.3 Atelier environnement, énergie et climat 19

2.3.1 Trait saillant 1 : Évolution de l'occupation des sols et biodiversité 19

2.3.2 Trait saillant 2 : Eau : qualité de l'eau et risques d'inondations 22

2.3.3 Trait saillant 3 : Énergie 24

2.3.4 Environnement, énergie et climat : enjeux et défis prioritaires 25

2.4 Atelier développement économique 27

2.4.1 Trait saillant 1 : distribution géographique et évolution de l'emploi au travail . 27

2.4.2 Trait saillant 2 : approche formation de la main d'œuvre et innovation : enseignement supérieur et politique S3 29

2.4.3 Trait saillant 3 : approche sectorielle : silver économie, commerce de détail, logistique, tourisme 31

2.4.4 Développement économique : enjeux et défis prioritaires 33

3 Synthèse transversale 36

Conclusion du 1er workshop 36

II) RESTITUTION DU 2ème WORKSHOP : Les enjeux transversaux prioritaires 38

1 Méthode d'animation du 2nd Workshop 38

2 Programme du workshop n°2 du 28 novembre 2018 39
3 Synthèse des panels thématiques 41
3.1 Plénière n°1 : « Dynamiques démographiques et besoins territoriaux » 43
3.2 Plénière n°2 : « Développement économique » 46
3.3 Plénière n°3 : « Mobilité » 48
3.4 Plénière n°4 : « Environnement, énergie, climat » 50
3.5 Synthèse des interactions avec les participants sur sli.do® 53
3.6 Synthèse des enjeux transversaux émergents 54
4 Synthèse des échanges sur les enjeux transversaux 56
4.1 Esquisse de 10 enjeux transversaux 56
4.2 Retours des participants 58
4.3 Synthèse des interactions avec les participants sur SLI.DO® 60
5 Synthèse des enjeux transversaux prioritaires issus des deux workshops 61
ANNEXES 63
Guide d'animation du 1er Workshop 63
Exemple de métaplan pour l'atelier démographie 64
Table des figures 68
Table des matières 69